

MERCREDI 17 JUIN 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Les marchés financiers « vont implorer » - Marc Faber (Mark O'Byrne) p.1
- = Grèce – l'Europe en état d'urgence : vers un « Week-end à la Lehman » ? p.3
- = **L'addition de la crise approche**, apprendre à penser comme les Maîtres (Bruno Bertez) p.7
- = Un jour ou l'autre, il faudra qu'il y ait la baisse, on le sait bien (Bruno Bertez) p.12
- = La guerre secrète contre l'argent liquide (Mac Slavo) p.16
- = Résistez ! Refusez l'immoralité de la société sans cash ! (Simone Wapler) p.17
- = Le FMI et BCE quittent les négociations avec Syriza sur la dette grecque p.20
- = De Janet Yellen aux marchés boursiers, les intervenants financiers ont-ils l'âge de raison ? (Philippe Béchade) p.24
- = Une prédiction... et un retour en arrière (Bill Bonner) p.29
- = Les marchés actions rentrent-ils dans une plus longue accalmie ? p.30
- = « Mon téléphone portable est en panne ! » (Charles Sannat) p.32
- = INTROUVABLE COUP D'APRÈS (François Leclerc) p.37
- = **Grexit : de la panique monétaire aux colonels ?** (Bruno Colmant) p.38
- = "L'Algérie subit les effets d'une guerre des prix du pétrole" p.44
- = **DANGER: La Goldman Sachs va prêter de l'argent à « Monsieur tout-le-monde »** p.50
- = La Banque de Grèce avertit du risque de sortie du pays de l'euro et de l'UE p.52



Les marchés financiers « vont implorer » - Faber



Mark O'Byrne
Goldcore

Publié le 17 juin 2015

« Le système financier tout entier finira par implorer » - Marc Faber – « J'ai l'impression d'être passager du Titanic » - Parler du meilleur actif du moment ne revient qu'à réarranger les chaises longues sur le Titanic – Les investisseurs ont besoin d'un plan de sortie et d'un « canot de sauvetage » - Oubliez la hausse des taux, QE4 est proche – Diversifiez et accrochez-vous à votre métal précieux.



**REARRANGE
DECKCHAIRS
AND
IGNORE
SINKING**

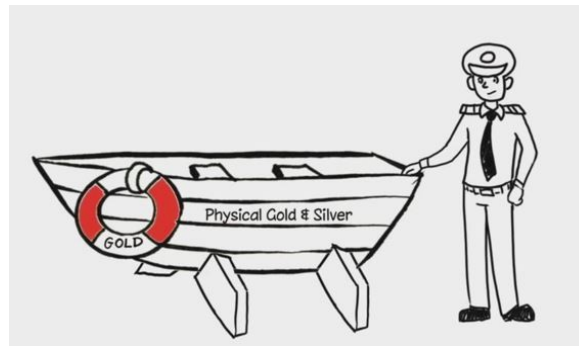
L'éditeur du rapport intitulé Gloom, Doom and Boom, Dr. Marc Faber, nous

a récemment mis en garde contre l'implosion du marché financier.

Dans [Squawk Box](#), sur CNBC, il a comparé l'économie globale au Titanic.

Selon Faber, discuter du meilleur actif sur lequel investir aujourd'hui revient en quelque sorte à réarranger les chaises longues sur le Titanic. Le mois dernier, [Stephen King – économiste en chef chez HSBC](#), a fait la même analogie.

« Quand j'observe le secteur financier dans son ensemble, j'ai l'impression d'être un passager du Titanic. Nous nous battons pour des chaises longues, pour la meilleure table dans la salle de réception. Je pense qu'il est nécessaire d'avoir son propre canot de sauvetage et sa propre échelle pour y accéder, parce que le problème auquel nous faisons face est qu'un jour, le système financier tout entier va imploser. »



Selon Faber, la Fed et les banques centrales n'auront pas d'autre choix pour éviter l'iceberg que de se lancer dans un autre programme de QE plutôt que de rehausser les taux.

Une telle décision aura sans aucun doute des conséquences négatives pour la confiance du public envers les banques centrales et les devises papier. Les gens pourraient commencer à se rendre compte que les banques centrales ne sont en réalité pas omnipotentes et que leurs dévaluations de devises ne pourront que se poursuivre et s'intensifier.

Les investisseurs et les épargnants ont besoin d'un plan d'évasion. Aux yeux de Faber, un bon bateau de sauvetage ne peut être qu'un portefeuille diversifié.

Parmi le panier d'actifs qu'il propose figure une allocation de 25% sur les actions et une allocation de 25% sur les propriétés, les bons du Trésor sur trente ans et les métaux précieux.

« Ce programme vous permet d'obtenir une diversification intéressante, vous devriez investir 25% de votre capital sous forme d'actions, 25% sur le marché immobilier, et j'ajouterais personnellement une allocation aux ressources et aux métaux précieux. »

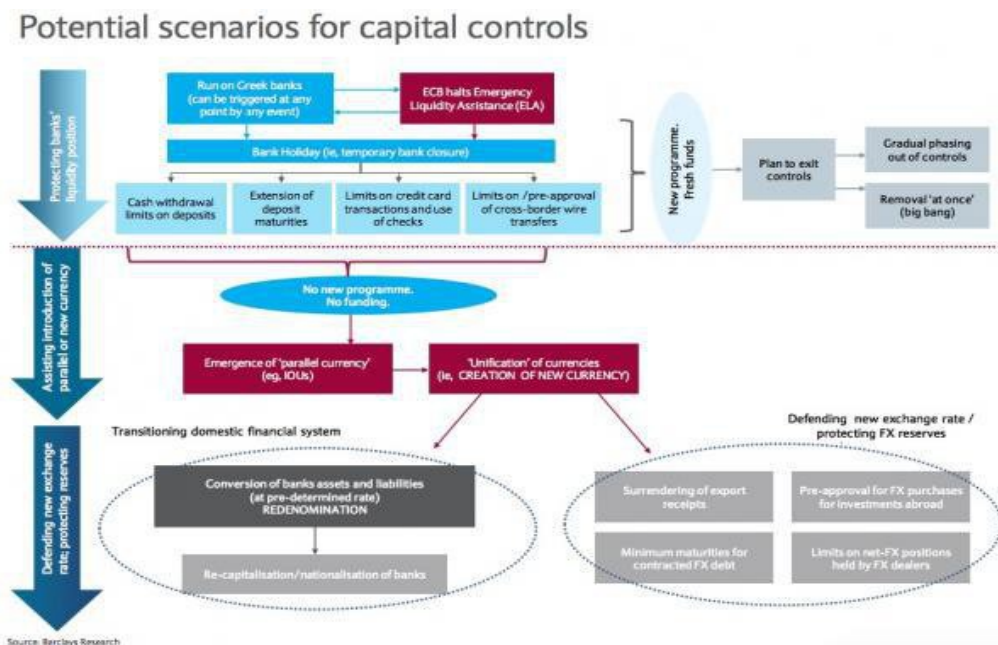
Faber occupe une position à la vente sur l'or – mais il préfère les barres et pièces, et opte pour le stockage de son métal à Singapour.

Grèce – l'Europe en état d'urgence : vers un « Week-end à la Lehman » ?

Blog de la résistance, ZeroHedge et LeMonde.fr 16 juin 2015

Comme nous le rapportons semaine dernière et comme précise ZH, l'Europe risque d'imposer un contrôle des capitaux :

Lundi la [presse allemande a rapporté](#) que l'Europe était prête à mettre en œuvre des contrôles de capitaux au cours du week-end si la Grèce ne fait pas une proposition réalisable lors de la réunion des ministres des Finances de l'UE au Luxembourg jeudi. Nous avons décrit ce à quoi les contrôles de capitaux pourrait ressembler en Grèce à un certain nombre d'occasions (notamment [ici](#) et [ici](#)), mais pour ceux qui ont besoin d'une référence rapide, considérons l'organigramme ci dessus .



Voici Open Europe [résumant le drame](#) :

Selon le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung les pays de la zone euro se sont entendus sur un plan d'urgence si aucun accord entre la Grèce et ses prêteurs n'est trouvé ce week-end. Selon le journal, si la réunion de l'Eurogroupe de cette semaine ne réussit pas à se conclure par un accord, les dirigeants de la zone euro tiendraient un Sommet d'urgence – potentiellement dès vendredi soir. Le plan d'urgence consisterait à imposer des contrôles de capitaux sur les banques grecques le week-end.

« Ce qui ne peut être contrôlé au niveau politique , c'est ce qui se passe sur le terrain en Grèce. Autrement dit, l'économie saigne, les emplois, les entreprises et le secteur bancaire subissent une hémorragie de centaines de millions d'euros chaque jour. Si les fournisseurs coupent le crédit à l'économie grecque et que la course aux dépôts se transforme en un bank run panique, la lenteur du marchandage politique se révélera tout à fait insuffisante pour contenir la situation, ce qui signifie que le pays pourrait sombrer dans le chaos alors que les deux côtés observeraient l'horreur de la situation de la Table de négociation, à Bruxelles. Hier, la commissaire européenne Allemande Guenther Oettinger a mis en garde exactement contre cela et a suggéré un plan pour l'Europe pour un « état d'urgence » en Grèce. »

Zero hedge parle d'un « Week-end à la Lehman » potentiel ...

Grèce : l'Europe en état d'urgence

Y aura-t-il un sommet européen exceptionnel dimanche, à Bruxelles, trois jours après un nouvel Eurogroupe (la réunion des dix-neuf ministres des finances de l'eurozone), dont personne n'attend rien de vraiment décisif, ou alors pas grand chose ? Y a-t-il un plan des Européens pour « éviter le pire » en Grèce ? C'est-à-dire pour ne pas être confronté à un défaut de paiement incontrôlable d'Athènes, qui pourrait déboucher sur une sortie du pays de la zone euro. Ou alors pour contraindre le premier ministre, Alexis Tsipras, à signer l'accord « réformes contre argent frais » avec les créanciers du pays, alors que cela fait cinq mois que traînent les négociations et que, lundi 15 juin, le jeune leader de la gauche radicale a dit qu'il attendrait « *patiemment que les créanciers deviennent réalistes.* »

Le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung* a affirmé, lundi, que les créanciers de la Grèce (Fonds monétaire international, Banque centrale et Commission européennes) préparent un plan pour instaurer un contrôle des capitaux dans le pays. Et que celui-ci serait décidé le week-end prochain en cas d'absence d'accord à l'Eurogroupe, du 18 juin. L'article précise que le Parlement grec devrait voter une loi spécifique pour permettre la mise en place de telles mesures. Si Athènes refusait l'adoption d'un tel texte, la dernière option consisterait à « isoler » la Grèce du reste du système financier de la région, a ajouté le journal.

Ces informations ont été démenties par Athènes, et la chancellerie, à Berlin, n'a pas confirmé. Mardi 16 juin, une source proche des négociations, côté créanciers, nuanceait les choses : « *Il n'y a pas un plan B, [mais] beaucoup de discussions sur des plans d'urgence.* » « *Le problème avec le contrôle des capitaux, c'est qu'il ne peut pas être imposé de l'extérieur,* soulignait cette source. *Le Parlement grec doit approuver une loi, car actuellement, il n'y en a pas. La Banque centrale de Grèce ne peut que décider la fermeture des banques pendant quelques jours seulement.* »

Campés sur leurs « lignes rouges »

Une autre source haut placée relativisait, elle aussi, mardi matin : « *Cela fait trois fois depuis le début de la crise grecque, en 2010, que j'entends ces rumeurs de plan B. C'est normal quand la situation est risquée qu'on envisage tous les scénarios, mais nous n'en sommes pas là avec Athènes.* »

Une troisième source, proche elle aussi des discussions, déclare toutefois qu'un « *sommet de la zone euro est un scénario possible, mais rien n'est décidé, cela dépendra du résultat de l'Eurogroupe du 18 juin* ».

Or, il apparaissait peu probable, mardi, que cette réunion, programmée de longue date à Luxembourg, soit conclusive, Athènes et ses créanciers restent campés sur leurs « lignes rouges ». Le ministre des finances grec, Yanis Varoufakis, a déclaré au journal allemand *Bild*, mardi, qu'Athènes ne présentera pas de nouvelle liste de réformes lors de ce rendez-vous. Selon M. Varoufakis, l'Eurogroupe « *n'est pas l'endroit où l'on peut présenter des positions ou des propositions qui n'ont pas été auparavant discutées et*

négociées à un niveau inférieur », a justifié le ministre.

Lire aussi : [Grèce : le scénario du défaut de paiement se précise](#)

Les leaders de la zone euro veulent probablement éviter d'attendre le Conseil européen, les 25 et 26 juin, pour trouver une solution. Ce serait trop tard, estiment-ils, pour trouver un accord « propre ». De fait, ils ne s'en cachent plus : ils envisagent désormais ouvertement un défaut de paiement de l'Etat grec, dont les caisses sont vides et qui doit rembourser 1,6 milliard d'euros au FMI le 30 juin et 3,5 milliards à la BCE le 20 juillet. Or, sans accord, Athènes ne pourra pas honorer ces lourdes échéances. Ce qui risquerait de se traduire pas une ruée des déposants grecs vers leurs banques et, si rien n'est entrepris, par des faillites bancaires en série.

Scénario à la « chypriote »

C'est pour étudier comment éviter cet emballement dévastateur, que les dix-neuf directeurs du trésor de la zone euro, réunis à Bratislava le 11 juin, se sont demandé quel était l'état de la législation grecque en matière de contrôle des capitaux. Ce scénario à la « chypriote » est dans la tête des créanciers depuis mars, quand étaient apparues les premières inquiétudes sur un défaut grec. A l'époque, déjà, certains hauts responsables confiaient qu'un contrôle des capitaux serait une alerte suffisamment forte pour contraindre M. Tsipras à conclure plus vite.

D'aucuns, notamment à Athènes, soupçonnent certains acteurs du dossier, dont Wolfgang Schäuble, le ministre des finances allemand, de jouer la stratégie du pire. Difficile de savoir ce que pense ce dernier, un maître de l'ambiguïté. Mais tout indique que, depuis janvier, cet Européen convaincu pense qu'une sortie de la Grèce de la zone euro ne serait pas une catastrophe. Très attaché aux respects des règles, ce juriste s'est dit favorable, en mai, à un référendum par lequel les Grecs auraient dû dire s'ils étaient prêts ou non à faire les efforts nécessaires pour rester dans l'euro.

D'autres conservateurs européens fantasment aussi, depuis des mois, sur un changement de coalition à Athènes en cas d'alerte grave sur le front financier, contraignant M. Tsipras à accueillir dans son gouvernement des modérés du Pasok (parti socialiste), de Nouvelle Démocratie (centre) ou de To Potami (centre gauche). Mais d'autres, à Bruxelles et ailleurs, font remarquer que les partis traditionnels, Nouvelle Démocratie et Pasok, ont perdu une grande

partie de leur crédit auprès des Grecs et, qu'à tout prendre, il vaut peut-être mieux discuter avec Syriza plutôt qu'avec, un jour, le parti d'extrême droite Aube dorée.

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/06/16/grece-l-europe-en-etat-d-urgence_4655029_3234.html#XWOSbX6yL8wGvmk7.99 – <http://www.zerohedge.com/news/2015-06-16/lehman-weekend-looms-greece-europe-readies-emergency-sunday-meeting>

L'addition de la crise approche, apprendre à penser comme les Maîtres

Article Bruno Bertez du 16 juin 2015

La pensée dominante, c'est l'ensemble des mécanismes de pensée qui permettent aux classes dominantes de maintenir et d'accroître leur domination sur les classes dominées. Ceci est vaste. Ceci comprend le vocabulaire, les concepts, les idées, les théories, les images, bref quasi toute la production culturelle ou symbolique.

Ainsi quand vous appelez un ennemi « terroriste », vous vous enfermez dans le cadre de la pensée dominante qui veut que cet ennemi soit considéré comme un terroriste et non comme un combattant en guerre. Nous cherchons à démystifier cette pensée dominante lorsque nous disons que « Nous ne sommes pas Charlie » tout en étant pour la liberté d'expression et contre ceux qui utilisent la violence meurtrière. Nous ne sommes pas Charlie car, pour nous, les terroristes sont en guerre, une guerre dissymétrique dont les auteurs sont, à l'origine, les occidentaux avec l'Irak, l'Afghanistan, la Libye, la Syrie, le Yémen, etc. En montrant ce qu'il y a derrière les artifices du vocabulaire, nous sommes nous-même un « terroriste » au sens des nouvelles lois qui sont en train d'être débattues en Grande-Bretagne. Les lois liberticides que l'on prend un peu partout en ce moment consacrent le glissement qui fait de celui qui ne partage pas le politiquement correct, d'abord un rebelle, ensuite un extrémiste et enfin un terroriste.

Nous portons la guerre là-bas, nous fournissons les armes, nous envoyons les instructeurs, nous tuons à distance par drones, nous agissons de telle façon qu'ils s'entre-tuent ; c'est une guerre moderne, sale et vicieuse, avec des ennemis mal identifiés. Une guerre non démocratiquement votée, qui correspond à des objectifs stratégiques mal définis et surtout dissimulés. On

ne sait pas vraiment pourquoi, mais les combattants doivent être privés du nom de guerriers -peut-être pour les priver de leurs droits- et on doit les considérer comme des « terroristes ». N'oubliez jamais que les instructions de Goebbels, lors de l'occupation de la France, étaient de ne jamais nommer les résistants autrement que par le mot « terroriste » : à l'inverse les gens qui étaient de l'autre côté les appelaient les « partisans » ou « résistants ». Plus tard ils sont devenus des héros libérateurs.

Ce n'était qu'une incidente pour vous faire toucher du doigt le fait que la production symbolique, les mots, les idées, les théories, l'art, tout cela est production idéologique au service d'intérêts. Nous ajoutons que le fait de considérer la situation géopolitique autrement que par le prisme des dominants ne fait pas de nous un supporter des islamistes, qu'ils soient Chiites ou Salafistes ou autres ; non, nous gardons notre analyse personnelle de la situation, simplement nous récusons les aprioris qui sont inclus dans le vocabulaire des Maîtres.

Il est évident que nous sommes dans le règne du pouvoir « soft ». La conquête dans nos sociétés se fait en grande partie par l'absence de combat, il faut dissuader les gens de lutter en invalidant leurs critiques. Nous nous servons de la finance, des marchés, pour vous faire comprendre tout cela.

Donc, nous voulions vous parler, pour changer de... monnaie et finance.

Nous lisons un papier de Martin Feldstein dans le TIME daté du 15 Juin.

Les idées développées par Feldstein ne sont pas très éloignées des nôtres. En voici le quasi verbatim.

-la politique monétaire de la Fed a fait rebondir les marchés financiers, le logement, soutenu la demande et réduit le chômage.

-la Fed est confrontée à un challenge complexe car les taux d'intérêt courts et longs très bas ont incité les prêteurs et emprunteurs à prendre des risques encore plus importants qu'avant la crise

-le risque le plus évident est celui de l'achat d'actifs longs avec des fonds à court terme, c'est le mismatch de durée

-le risque complémentaire est l'achat d'actifs à risque avec des fonds qui n'ont pas vocation à être risqués.

-quand les taux à long terme, qui sont actuellement de l'ordre de 2,2%, vont

monter pour retrouver leur niveau normal de 5%, les détenteurs actuels vont enregistrer des pertes considérables et ils vont essayer de vendre avant l'arrivée à maturité. La même chose se produira sur le marché des actions et sur le marché du real estate.

En clair, Feldstein explique ce que nous expliquons depuis 2009, à savoir qu'un jour ou l'autre les acheteurs d'actifs financiers qui ont accumulé les titres dans la phase de taux d'intérêt quasi nuls, ces acheteurs vont être ruinés. Nous ajoutons et ajoutons que tout cela est planifié, voulu, organisé cyniquement. C'est ce que nous avons qualifié dès 2009 de « Plus Grand Transfert de Richesse de Tous les Temps » : le PGTRTT. C'est mathématique, aucun moyen d'y échapper.

Nous avons également appelé ce mouvement de spoliation délibéré des acheteurs, le phénomène d'entonnoir : on détruit tous les rendements, on met tout à zéro, voire négatif, et ainsi les capitaux se dirigent vers ce qui rapporte encore un peu: les placements de longue durée et les placements risqués. Un sorte de gavage de l'oie que l'on va sacrifier pour fabriquer le foie gras des ultra-riches.

Ces mouvements n'ont été possibles que par la complicité des professionnels de la gestion de vos avoirs, les banques, les assurances, les fonds de retraites. Ils ont joué le jeu, comme le souhaitaient les responsables de la conduite des affaires, car ils ont été payés pour le faire. Ils ont joué le jeu parce que, structurellement ils sont complices de ces responsables. Ce n'est pas leur argent qu'ils risquent, c'est celui de tiers, c'est le vôtre. En revanche, ils touchent des salaires, des commissions et des bonus sur les affaires -si on peut dire- qu'ils vous font faire. Donc, ils s'enrichissent non pas à défendre votre argent contre les prédateurs –spoliateurs-, mais en vous faisant prendre des risques.

Voici le nœud, nous revenons à Feldstein.

-l'environnement de taux bas crée un problème de liquidité

Notez bien. Ce processus qui programme votre ruine, qui constitue un gigantesque transfert de richesse, eh bien c'est un problème de liquidité.

Voici le développement, suivez-le :

-les taux bas ont provoqué une émission colossale d'obligations.

-ces émissions ont été souscrites par les organismes de placement collectif et les ETF

-les individus qui ont investi dans ces fonds et ces ETF croient qu'ils ont une liquidité assurée, et qu'ils peuvent vendre leurs titres et demander du cash en échange du jour pour le lendemain.

-pour satisfaire les demandes, les fonds de placement collectif et les ETF doivent vendre sur le marché les obligations qu'ils détiennent

-on ne voit pas très bien qui va pouvoir les acheter

Tout est dit, relisez, surtout la dernière remarque. On ne voit pas très bien qui va pouvoir les acheter.

Personne évidemment. Car si les porteurs de titres vendent à cause de la hausse des taux et de l'effondrement de valeur de leurs investissements, il est évident que personne ne va faire l'inverse et acheter. Ce serait suicidaire. La remise à niveau des valeurs doit se faire. Ce que les uns veulent vendre, parce que le rendement est trop bas, personne ne va avoir envie de l'acheter.

La ruine et la destruction de la fortune de ceux qui ont été victimes du Grand Entonnoir et du PGRTT, est inéluctable, elle était inscrite depuis le début, programmée.

Au lieu de faire comme nous le faisons, d'appeler un chat un chat, et une spoliation délibérée une spoliation, que font les dominants, accrochez-vous, c'est là qu'est le nœud : ils ne reconnaissent pas que la spoliation a été et est délibérée, ils font comme si ce n'était qu'un accident, une erreur technique. Tout vient du fait que la liquidité sur les marchés est insuffisante. Ah les braves gens!

La liquidité, c'est obscur, le public ne sait pas ce que c'est. Voilà ce que c'est : c'est l'absence de contreparties, l'absence de pigeons. L'absence de liquidité, c'est quand vous voulez vendre quelque chose et que personne n'en veut. Personne n'en veut au prix auquel vous voulez vendre, bien, et pour cause, puisque cela vaut beaucoup moins. L'absence de liquidité mise en avant sert à masquer votre spoliation délibérée, voilà ce que nous voulions vous faire comprendre, vous faire toucher du doigt.

Pour échapper à la destruction, à la spoliation, pas besoin d'être économiste ou analyste financier, il suffit de penser, de réfléchir à ce qu'il y a derrière les mots et les idées.

Nous laissons à Feldstein le mot de la fin. C'est la règle dans les interviews, les dominants doivent toujours avoir le dernier mot.

« L'objectif de la Fed est de remonter les taux d'intérêt au niveau traditionnel sans déstabiliser l'économie. C'est un but que l'on peut comprendre. La Fed a utilisé la politique monétaire non conventionnelle des taux zéro pour soigner une très profonde récession. Elle a réussi, mais le pays va avoir à payer un prix pour cette politique extrême ».

C'est un exemple merveilleux, un cas d'école que cette conclusion de Feldstein.

D'abord, vous apprenez que maintenant, il y a un coût, un prix à payer. Rien n'est gratuit, il n'y a pas de free lunch. Le moment est venu de préparer l'addition.

Ensuite, nous l'avons toujours dit, l'enjeu de la crise, c'est de savoir qui en paie le prix, qui règle l'addition, qui est ruiné.

La réponse de Feldstein est « le pays ». Abstraction trompeuse, qui masque la question: qui c'est le pays qui paie? Ce ne sont pas ceux qui ont émis du papier à tour de bras à 1% et qui jouissent de cet argent gratuit et qui, en plus, vont voir la valeur de leurs dettes s'effondrer sur les marchés de 50 à 60%, ce ne sont pas ceux qui vont pouvoir racheter pour 40 ou 60 ce qu'ils ont émis à 100! Non, ce n'est pas ce pays-là des émetteurs de dettes et des banques qui paie, c'est celui des épargnants, celui des retraités, celui des assurés, etc.

Enfin, il y a l'affirmation selon laquelle la Fed a réussi, elle a réussi à stabiliser l'économie.

Mais qu'est-ce que cette économie ? Est-ce que c'est celle des gens prolétarisés, qui font des petits jobs qui les font sortir des statistiques du chômage? Est-ce que c'est celle de ces marginaux qui ne sont même plus comptés dans la labor-force? Est-ce que celle de ces étudiants qui, par millions, ont contracté des dettes qui vont sceller leur esclavage jusqu'à la fin de leur vie? Ou bien est-ce celle des 0,01% qui se paient des « condos » pour des dizaines de millions de dollars dans Manhattan?

Un jour ou l'autre, il faudra qu'il y ait la baisse, on le sait bien... avec ajout important

Article Bruno Bertez du 16 juin 2015

Personne, absolument personne ne peut prédire l'avenir. Même pas la Fed qui ne cesse de dire que sa politique dépendra des indications économiques à venir. Et il faut savoir que, depuis le début de la crise, les économistes de la Réserve Fédérale se sont systématiquement trompés sur toutes leurs prévisions. Il n'y a pas eu une seule fois où leurs chiffres n'ont dû être révisés sévèrement à la baisse. Juste avant l'éclosion de la crise, les spécialistes du FMI, le sinistre Blanchard, disaient que jamais l'économie mondiale ne leur avait semblé aussi solide. Le patron de la Réserve Fédérale lui-même s'est ridiculisé en affirmant que la crise des subprimes du logement était contenue.

Ce n'est pas parce que l'avenir est incertain que rien n'est prévisible. On confond souvent la difficulté qu'il y a à prévoir un calendrier, avec la prévision logique, l'enchaînement des causes et des effets. Si les gourous se trompent, c'est parce qu'ils cherchent à maîtriser ce qui n'est pas maîtrisable : l'épaisseur du temps. Les gourous véhiculent les intérêts dominants, les consensus, les scénarios qui conviennent aux puissants.

Le consensus dominant dit que le 17 Septembre prochain, la Fed va monter les taux de 25 pbs: ce sera la première hausse depuis le mois de Juin 2006. A fin 2015, les taux devraient être de 50 pbs et de 1,50% à fin 2016. Les marchés de futurs ratifient ces prévisions puisque les hausses de taux qui sont incluses dans ces marchés sont à peu près les mêmes, à peu de choses près.

Le but de cet article n'est pas de tenter de prévoir ce qui va se passer. Notre hypothèse de travail consiste au contraire à affirmer que rien ne se passera comme prévu. Le passé n'est pas une indication pour l'avenir car la situation est unique. On a créé un monde à part, hors normes, qui se caractérise par quelques chiffres:

- la hausse des prix des assets financiers a été continue et quasi sans correction depuis 2009
- les Banques Centrales détiennent 22 trillions d'actifs financiers monétisés,
- il y a dans le monde plus de 6 trillions de dettes souveraines dont le rendement est négatif ou quasi nul ; près de la moitié rapportent moins de 1%
- les valorisations des actions sont au double de celles des normes historiques lissées sur longue période.

- les ratios d'endettement globaux et de leverage ont dépassé le niveau qu'ils avaient atteint avant la crise de 2008

Les chiffres n'expriment pas toute la réalité, il y a également la psychologie et les comportements. Ils sont marqués par l'expérience de ce qui s'est passé et qui a été dit ces dernières années. Il y a eu beaucoup de promesses et les illusions sont solidement ancrées. C'est d'ailleurs à peu près la seule chose qui soit encore ancrée dans notre monde, les illusions ! L'autre caractéristique de « l'autre monde » qu'ils ont créé, c'est la disjonction, les mots n'expriment plus les choses. Les mots et les signes sont libérés.

Les choses peuvent se passer de façon ordonnée, linéaire, c'est le vœu des autorités, elles peuvent se passer de façon chaotique, échapper au contrôle, il peut y avoir des ruptures ou des phénomènes de tout ou rien. Cela, cette hypothèse, n'est pas prise en compte car les modèles qui servent de guide sont tous linéaires.

Néanmoins, on ne peut échapper à la pesanteur, c'est à dire à la logique. Même si elle peut prendre plusieurs formes. Hegel disait : « L'histoire, c'est de la logique cristallisée ». Et la logique, c'est :

- les taux à long terme vont monter
- la valeur des obligations et fonds d'Etat va chuter
- les spreads de crédit vont s'élargir
- les primes de risques exigées vont augmenter.
- la liquidité, fille et mère de la spéculation va se contracter.

En clair, l'effet de richesse recherché pendant 6 ans va se transformer en effet d'appauvrissement.

Nous arrêtons là notre discours, car nous ne nous sommes pas intéressé ce jour à la question de savoir si le monde va rechuter, si nous sommes dans un remake de 1936/1937 lorsque la Fed a essayé de monter les taux, resserré les réserves et ainsi précipité la rechute, non, nous sommes intéressé à la logique de ce qui va se passer un jour, ou l'autre, et à la manipulation des citoyens par les élites. A la manipulation ici et maintenant par les dominants.

NOTE:

Afin qu'il n'y ait nulle confusion, nous souhaitons insister sur le sens de

notre titre.

ce titre comporte deux parties

-il faudra qu'il y ait la baisse on le sait bien

-un jour ou l'autre

Nous voulons marquer la nécessité logique de la baisse , on ne peut y échapper

Nous voulons marquer l'incertitude sur la datation de cette baisse.

La question du temps est celle que vous ne maîtrisez pas.

La question du temps est ce que les Maîtres peuvent maîtriser.

Nous disons souvent cette vérité apprise de l'expérience: le seul pouvoir des Maîtres, ce n'est pas celui de résoudre les problèmes, mais celui de retarder l'inéluctable.

Ils vous trompent par le jeu sur le facteur temps. ils résolvent les contradictions, ils dépassent l'impossible par le jeu sur le temps. Votre intelligence vous dit: c'est ceci ou cela. Vous tracez une alternative incontournable donc vous êtes sûr d'appréhender tout le champ des possibles. Vous ne vous rendez pas compte que cette alternative , n'en est une qu'à un moment donné. Avant d'arriver à un embranchement binaire, on peut faire des détours.

Prenons l'exemple du marché financier.

Les fondamentalistes disent tout est trop cher, ils en tirent la conclusion que cela va baisser.

De fait tout est trop cher et dans 10 ans , quand on fera les comptes on s'apercevra que l'investissement boursier n'a rien rapporté du tout. L'intelligence des fondamentalistes les place d'emblée dans le futur lointain. En quel que sorte ils rendent « actuelle » une situation future. Et abstraitement, si on fait ainsi abstraction de l'épaisseur du temps, ils ont raison.

En pratique, ils ont tort, car un marché trop cher peut devenir encore plus cher et plus surévalué pendant longtemps si l'esprit de jeu, l'appétit pour le risque subsistent.: Et pour maintenir cette surévaluation il suffit aux maîtres d'entretenir habilement l'esprit de jeu, l'appétit pour le risque. Ce qu'ils

savent faire admirablement. Ainsi on échappe, croit-on à la logique, à la gravitation. Le fait que l'on se trompe sur le temps et les datations introduit le doute, on finit par perdre confiance en son raisonnement et se demander si finalement, on n'oublie pas quelque chose. Tout se passe comme si la logique, la gravitation pouvaient cesser de jouer.

Ici nous pensons que le travail de préparation de la première hausse de taux est intense, on veut que cela se passe bien. On sait d'ailleurs dans l'histoire, en particulier dans celle des années 36 et 37 que la première hausse des taux est la plus facile. Elle est bien avalée par les marchés: Les Maîtres le savent, ils travaillent en conséquence, ils établissent un scénario, un plan de bataille et une stratégie en conséquence. il faut vous prendre à contre-pied, il faut « tarter » ceux qui vont attaquer les marchés. C'est absolument indispensable pour en garder le contrôle. Il faut faire en sorte que l'on soit obligé de subir .

Si nous étions à leur place, la pause actuelle des marchés nous conviendrait. En particulier, nous serions ravi de de l'incertitude Grecque. Elle constitue une bonne occasion de faire dégorger un peu les marchés. On peut même espérer la construction d'une sorte de ressort bandé sous les marchés, ressort constitué par les ventes du découvert qui croit que l'hallali a enfin sonné.

Nous sommes persuadé, mais ceci n'est pas un savoir, c'est un pari, que les autorités veulent créer les conditions techniques et psychologiques pour que la première hausse de taux soit considérée comme un succès et une preuve que tout ce qui a été fait depuis 2009 vient d'aboutir positivement.

[La guerre secrète contre l'argent liquide](#)

SHTF

Mac Slavo
ShtfPlan

Publié le 16 juin 2015

Selon les dires de certains, une guerre silencieuse contre l'argent liquide aurait été déclarée.

Que la force soit avec votre compte bancaire, votre carte de crédit et vos réserves d'or.

Les élites de notre monde se réuniront secrètement cette semaine à [Bilderberg](#), dans l'hôtel de luxe de Telfs-Buchen, en Autriche.

Les journalistes qui s'y sont intéressés ont confirmé que les communications privées entre les gros courtiers du monde mentionnent pour beaucoup des

arrangements en vue de restreindre et de pénaliser – voir d’interdire – l’utilisation d’argent liquide.

[Voici la liste des invités](#)... Banquiers, géants boursiers et financiers ont répondu à l’appel. L’agenda correspond assez bien aux récents rapports, comme l’a déjà expliqué [SHTF](#) :

[Expert Says “Banning Cash” The Only Solution to Negative Interest Market Problems](#)

[Cash on Lockdown: Bankers “Want Badly to Charge YOU Interest for Depositing YOUR Funds”](#)

[Banned: Chase Bank Says You Can No Longer Store Cash or Precious Metals In Your Safe Deposit Box](#)

[Paul Joseph Watson](#), de chez Infowars, a abordé le sujet dans une récente vidéo.



<https://youtu.be/LNrZElZf3bo>

Le coup contre l’argent liquide est enclenché :

Le puissant groupe Bilderberg discutera des contrôles de capital à imposer aux citoyens ordinaires, alors que HSBC, dont le directeur participera à la conférence, devrait verser plus de 40 millions de dollars d’amende pour blanchiment d’argent impliquant des trafiquants d’armes et des évasions fiscales.

Le parfait exemple du « faites ce qu’on dit, pas ce qu’on fait ».

[...]

Il est donc ironique que des représentants de la HSBC aient été invités à Bilderberg pour discuter de l’abolition potentielle de l’argent physique et de l’imposition de contrôles de capitaux en le

nom du combat contre la fraude fiscale et de l'amélioration du contrôle du gouvernement sur les finances du peuple.

La conférence ouvrira la voie à de nouvelles restrictions économiques qui seront justifiées par la mise à mal du financement de groupes terroristes comme l'EIIL. Bilderberg discutera également de nouveaux contrôles sur la vente de métaux précieux au travers de l'Europe.

Des voix d'influence ont récemment appelé à l'élimination des devises physiques, afin de donner directement aux banques centrales et aux gouvernements le pouvoir de contrôler vos finances en le nom de la protection contre l'effondrement économique et les paniques bancaires.

Si ces décisions impliquent des banques too big to fail et le secret bancaire, elles ne pourront être bénéfiques pour le reste d'entre nous.

Si l'argent physique est criminalisé, nous serons tous forcés d'intégrer le système et d'avoir recours à ce qui est essentiellement une devise digitale au sein d'un système contrôlé et surveillé par l'industrie bancaire.

Les insiders auront un pouvoir total, disposeront d'informations sûres et profiteront de chaque transaction.

Voilà qui ne peut être que la marque de la bête... un monde dans lequel les Hommes libres sont hors-la-loi, dans lequel la complaisance est la seule forme de paiement qui soit acceptable.

Résistez ! Refusez l'immoralité de la société sans cash !

Par Simone Wapler. Publié le 17 juin 2015 [Contrepoints](#)

Une société sans cash est immorale, pense Le Temps [journal en ligne], car la propriété de l'individu est alors entièrement soumise et prisonnière d'un système dirigiste de contrôle, de prédation et de spoliation.



La Liberté guidant le peuple par Delacroix (Image libre de droits)

« L'argent liquide sera-t-il bientôt interdit ? De plus en plus de pays prennent des mesures allant dans ce sens. Des économistes de renom, comme Larry Summers, l'ex-secrétaire au Trésor de Barack Obama, ou Kenneth Rogoff, ancien économiste du FMI, plaident pour un tel interdit. Quelle est leur motivation ? ».

Le journal suisse *Le Temps* s'émeut de la mise en place d'une société sans cash ; il répond à la question dans le titre même de son article : *« La guerre contre le cash est immorale »*. Bigre, ce n'est pas moi qui le dis...

Une société sans cash est immorale, pense *Le Temps*, car la propriété de l'individu est alors entièrement soumise et prisonnière d'un système dirigiste de contrôle, de prédation et de spoliation.

« La méfiance des autorités envers le citoyen est telle en 2015 que l'argent non contrôlé et certifié par un homme de l'État est considéré comme le produit d'un acte répréhensible. L'argent a subitement mauvaise odeur. Ce n'est plus le fruit d'un travail honnête, une récompense que l'on se plaît à détenir »

À tout instant, un « fonctionnaire habilité » pourrait, en cliquant sur un simple bouton, vous priver de votre légitime propriété. Rappelons-le, un État de droit et une démocratie sont régis par les principes suivants :

- l'État possède le monopole de la sécurité (police, armée, justice)
- des représentants sont élus
- les impôts sont débattus et votés par ces élus

- l'État les lève en usant de son monopole de force publique

Si les citoyens sont mécontents de l'usage de l'impôt, ils renvoient leurs représentants et en trouvent d'autres à la prochaine échéance électorale. Nous ne vivons plus que dans un simulacre de démocratie.

Les impôts ne sont plus débattus ou votés car le recours à la dette publique pour financer le fonctionnement courant de l'État s'est généralisé. Souvenez-vous, « *Ça ne coûte rien, c'est l'État qui paie* » a-t-on entendu au sujet des emplois d'avenir. Mais la dette publique n'est rien d'autre qu'un impôt qui n'a pas encore été levé. L'argent gratuit n'existe pas.

Nous ne vivons plus dans un État de droit car celui-ci promulgue des lois qui défendent la sphère publique et des privilèges au lieu de lois qui défendent le citoyen.

Nous ne vivons plus dans un État de droit depuis que les députés de l'Assemblée nationale se sont auto-amnistiés en 1998 (affaire Urba-Gracco). Les lois protègent désormais privilèges et monopoles accordés par les élus à certains, et notamment les banques.

Les banques profitent de la dette publique. Elles ont obtenu la délégation du monopole de création monétaire et encaissent des intérêts sur de l'argent qui n'existe pas mais qu'elles ont le droit d'émettre, contrairement à vous et moi. La dette publique est, du point de vue d'une banque, une « bonne dette » puisqu'elle est garantie par les contribuables et que l'État peut lever l'impôt arbitrairement, à tout moment.

Or quoi de plus facile de lever un impôt quand il n'y a plus de cash ?

Quand tous vos avoirs, épargne, livrets, comptes, déclarations d'impôt, prélèvements automatiques, facturations, numéros de comptes, allocations, salaires, et bientôt dépenses de santé sont en ligne, tous étant liés, corrélés, il ne suffirait, en gros, que d'un « clic » pour que tous soient bloqués.

Pour promouvoir une société sans cash, les autorités agitent l'épouvantail de la sécurité et de la moralité : on lutte contre le blanchiment, le crime, le terrorisme, la fraude fiscale. On veut vous « simplifier la vie », « simplifier les procédures ». Certes. Sauf qu'il me semble que trafiquants, criminels, terroristes, ou fraudeurs, justement, sont peu enclins à utiliser cette panoplie de flicage du citoyen. Et puis, ils utilisent des routes et de l'éclairage public mais on ne les supprime pas pour autant !

Quant à la lutte contre la fraude fiscale, si elle était vraiment un souci, l'ex-ministre Cahuzac ne serait-il pas déjà condamné, et le député Thévenoud n'aurait-il pas été destitué ?

Comment la société sans cash se met-elle insidieusement en place ? Voyez cette liste de décisions prises ou en passe d'être prises. Et ouvrez les yeux :

- le Danemark s'apprête à interdire le cash
- l'Italie a rendu illégale toute transaction en espèces supérieure à 1000 euros
- la Suisse a proposé d'interdire les paiements en espèces de plus de 100 000 francs suisses
- la Russie a interdit les transactions en espèces de plus de 10 000\$
- l'Espagne interdit les transactions en espèces au-dessus de 2 500 euros
- le Mexique a rendu illégaux les paiements en espèces de plus de 200 000 pesos
- l'Uruguay a interdit les transactions en espèces excédant 5 000\$
- la France a rendu illégales les transactions en espèces de plus de 1 000 euros, abaissant ainsi la limite précédente qui était de 3 000 euros
- la France et Tracfin demandent la suppression du billet de 500 euros
- les banques américaines Chase Manhattan puis J.P. Morgan ont interdit à leurs clients de déposer des espèces dans les coffres qu'ils louent
- Chase a limité l'usage des espèces dans la région de Cleveland
- l'État de Louisiane a interdit les transactions en cash aux vendeurs d'occasion
- en France, l'anonymat sur les opérations de change sera limité à 1000 euros au 1er janvier 2016.

Qui a intérêt à cette société sans cash ? Les gouvernements et les banques.

Qui la promeut ? Les gouvernements, les banques, les multinationales qui fournissent des solutions de télépaiement, les économistes payés par les gouvernements (universitaires, fonctionnaires) ou les banques.

Ils ne la promeuvent pas pour des raisons de sécurité ou de moralité mais pour mieux vous asservir...

Le FMI et BCE quittent les négociations avec Syriza sur la dette grecque

Par **Robert Stevens** Source : [wsws.org](http://www.wsws.org) Publié par medisma , L'integral , 16 Juin 2015

Les négociations entre le gouvernement grec du parti Syriza et ses créanciers internationaux ont atteint un stade critique jeudi, quand le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque centrale européenne (BCE) ont retiré leur délégation.



Le FMI et la BCE participaient aux négociations à Bruxelles, avec l'autre créancier principal, l'Union européenne (EU).

Les négociations se concentrent sur de nouvelles mesures d'austérité que Syriza devra appliquer, dans le cadre de l'accord conclu en février. Celui-ci a prolongé le programme d'austérité grec jusqu'en juin ; ainsi Syriza a pu recevoir 7,2 milliards d'euros de prêts, à condition d'accepter d'imposer de nouvelles coupes budgétaires.

Le retrait du FMI fait suite à l'échec du Premier ministre grec et dirigeant de Syriza, Alexis Tsipras, à parvenir à un accord avec la chancelière allemande Angela Merkel et le président français François Hollande.

Cette décision du FMI était sa réponse à la décision du gouvernement Tsipras au début de ce mois de retenir un paiement dû au FMI de 300 millions d'euros. Syriza a jusqu'ici remboursé des milliards de dettes. Sa décision, pour la première fois, de ne pas respecter une échéance de remboursement de la dette souligne l'extrême fragilité de la situation.

Selon le quotidien grec *Kathemerini*, « Ce ne sont pas seulement les fonctionnaires du FMI qui ont quitté Bruxelles. Des représentants de la Banque centrale européenne ont également quitté Bruxelles jeudi. Les responsables du FMI et de la BCE ne retourneront à Bruxelles que s'ils ont des assurances convaincantes de progrès dans la position grecque ... »

La bourse d'Athènes a chuté sur ces nouvelles, en baisse de 5,4 pour cent à la fermeture vendredi. Cette chute s'est répercutée sur d'autres bourses : le FTSE 100 britannique a perdu 0,85 pour cent, le DAX allemand 1,4 pour cent et le CAC 40 en France 1,67 pour cent.

Syriza a déjà fait des concessions, même sur des dossiers, dont celui des retraites, où elle prétendait avoir prévu des « lignes rouges ». Ceci risque de provoquer un retour de bâton qui ferait tomber le gouvernement, élu en janvier sur la promesse de « mettre fin à l'austérité ».

A Washington, le porte-parole du FMI Gerry Rice a déclaré, « De grands différends nous séparent dans la plupart des secteurs clés. Il n'y a eu aucun progrès dans la réduction de ces différends, et nous sommes donc bien loin d'un accord (...) la balle est très nettement dans le camp de la Grèce en ce moment, et je crois savoir que les autorités grecques préparent de nouvelles propositions ».

Les milieux dirigeants discutent en général à huis clos des coupes qu'ils comptent imposer au peuple grec, déjà saigné à blanc par les mesures d'austérité. Avec une certaine candeur, Rice a évoqué de coupes encore plus brutales que celles réalisées jusqu'ici : « Les retraites et les salaires représentent 80 pour cent des dépenses primaires totales de la Grèce. Il est donc impossible pour la Grèce d'atteindre ses objectifs budgétaires à moyen terme sans réformes et surtout celle des retraites ». Il était « convenu par tous les intéressés, que le régime, le système, de retraites grecque, n'est pas viable ».

Le FMI a longtemps insisté pour que tout accord temporaire avec la Grèce comprenne des réductions des retraites équivalant à 1 pour cent du produit intérieur brut. Il est évident, cependant, que ce ne serait que l'assaut initial.

Les chiffres de Rice démontrent qu'ils envisagent le quasi-anéantissement des retraites. « Les Caisses de retraites grecques reçoivent des transferts du budget d'environ 10 pour cent du PIB par an, à comparer à la moyenne du reste de la zone euro de 2,5 pour cent du PIB. La retraite de base en Grèce est presque au même niveau que celle de l'Allemagne, et les gens, toujours en moyenne, prennent leur retraite six ans plus tôt en Grèce qu'en Allemagne. Et la croissance du PIB par habitant, bien sûr, est inférieure de moitié à celle de l'Allemagne ».

Cette campagne pour détruire les retraites est particulièrement importante au vu de la décision rendue mercredi par la plus haute juridiction administrative grecque, le Conseil d'État. Ce tribunal a jugé que les coupes des retraites du secteur privé effectuées en 2012, sur l'insistance de la « troïka » (l'UE, de la BCE et du FMI), étaient inconstitutionnelles et violaient le droit grec et la

Convention européenne des droits de l'homme, puisqu'elles privaient les retraités du droit à une vie décente. Les coupes effectuées dans les retraites du secteur privé en 2010 et 2011 n'ont en revanche pas été jugées inconstitutionnelles, car justifiées par des « circonstances exceptionnelles ».

Ce jugement ne portait pas sur les retraites du secteur public.

Après la rupture des négociations, de nombreux dirigeants européens ont dénoncé Syriza. Donald Tusk, président du Conseil européen, a dit, « Maintenant, nous avons besoin de décisions et non de négociations. (...) Le jour viendra, je le crains, où quelqu'un va dire que la partie est terminée ».

Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe, a déclaré au journal finlandais *Helsingin Sanomat* jeudi que « Si le gouvernement grec ne peut pas accepter le fait qu'il n'y a pas de solutions faciles et qu'il faut prendre des décisions difficiles, il est seul. Nous ne pouvons aider la Grèce si la Grèce ne veut pas s'aider elle-même ».

D'après un reportage de Reuters publié vendredi, l'UE a, pour la première fois, officiellement discuté d'une cessation des paiements par la Grèce. Ses dettes s'élèvent à plus de 300 milliards d'euros.

Selon Reuters, les gouvernements qui préparent la prochaine réunion de l'Eurogroupe « ont conclu lors des négociations à Bratislava jeudi soir qu'il y avait trois scénarios possibles concernant la Grèce à la fin de juin. Le moins probable serait celui où l'UE accorderait des fonds en échange de réformes grecques, à temps pour respecter les délais légaux de fin juin ».

Le deuxième scénario aurait été une nouvelle extension de l'actuel programme d'austérité, qui prend fin le 30 juin. Le troisième, « discuté formellement pour la première fois dans une instance si importante de l'UE, était d'accepter que la Grèce ne paye pas ».

Selon Reuters, bien que la « réunion n'ait pris aucune décision ou conclusion concrète, » la plupart des personnes présentes ont exclu la possibilité d'un accord avec la Grèce d'ici le 30 juin. Reuters a cité les propos d'un responsable de l'UE impliqué dans les discussions : « Il faudrait des progrès en quelques jours qu'on n'a pu faire en quelques semaines. La réaction de la BCE, du FMI et de plusieurs États membres était extrêmement sceptique ».

La conséquence en serait de priver Athènes des 7,2 milliards d'euros restants dont elle a besoin pour rembourser des dettes dont l'échéance tombe au cours

de l'été, dont 1,6 milliard dû au FMI. Ceci pousserait Athènes encore plus loin vers la cessation des paiements.

Selon le *FT*, l'échec des négociations avait « changé le sentiment dans plusieurs capitales de la zone euro, en particulier Berlin, où la pression politique monte pour présenter le plan comme une offre 'à prendre ou à laisser' ». Le journal a cité Brenda Kelly, analyste en chef au *London Capital Group* : « Il semble qu'une fois de plus un défaut de paiement de la Grèce soit pratiquement inévitable. Les prochaines 24 à 72 heures seront cruciales alors que nous entrons dans un territoire potentiellement inexploré pour la zone euro ».

Par [Robert Stevens](#) Source : [wsws.org](#)

[De Janet Yellen aux marchés boursiers, les intervenants financiers ont-ils l'âge de raison ?](#)

16 juin 2015 | [Philippe Béchade](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ L'anecdote circule sur internet depuis fin mai : selon une étude de Bloomberg, un tiers des traders et gérants n'ont jamais connu autre chose que des taux zéro, 50% n'ont jamais assisté à une hausse de taux (la dernière remonte à 2007), deux tiers des professionnels de la finance n'ont pas connu l'éclatement de la bulle des dot-com... et 43% étaient carrément trop jeunes (pré-adolescents) pour en avoir tardé la trace dans leur mémoire.

Mais pas de panique : nous pouvons compter sur 33% de professionnels expérimentés et qui étaient en exercice à l'époque. Ce sont souvent ceux-là qui détiennent les postes stratégiques ; il en va ainsi dans la plupart des corporations d'ailleurs, les fonctions directoriales deviennent accessibles au bout de 15 ans de parcours professionnel.

Au bout de 15 ans, les plus doués, les plus chanceux, les plus carriéristes (il faut un peu des trois) se retrouvent en haut de l'affiche. Il s'agit le plus souvent de postes "exposés", voir médiatisés ou la communication devient un exercice très encadré.

En d'autres termes, il s'agit de n'utiliser que ceux que la firme autorise : c'est l'apprentissage de la langue de bois.

Dans la finance, la langue de bois commande de ne jamais accrédi- ter le scénario d'une bulle boursière ou obligataire

Dans la finance, la langue de bois commande de ne jamais accrédi- ter le scénario d'une bulle boursière

ou obligataire. Il est également impératif de couvrir les banques centrales de louanges pour avoir merveilleusement manoeuvré depuis l'automne 2008 pour tirer la planète d'une désintégration du système financier — qu'elles ont laissé advenir — et pour avoir réussi à recréer des milliers de milliards de richesse (en fait il s'agit de plus-values latentes sur des actifs gonflés à l'hélium).

En aucun cas les banques centrales ne sauraient être tenues responsables de l'usage qui a été fait de 2004 à 2007 de l'essence et des allumettes distribuées à des intermédiaires financiers dont le seul souci était de jouer les flambeurs : empocher suffisamment de bonus et de commissions pour prendre sa retraite à 30 ans, au bout de sept ans de carrière dans une salle de marché.

▪ **Un cycle très significatif**

Sept ans, ce n'est pas l'âge de raison pour un spéculateur... mais cela correspond tout de même à un cycle qui évoque beaucoup de choses aux "vieux de la vieille".

Prenons par exemple les sommets indiciels des 40 dernières années : 1973 (la crise du pétrole assomme la bourse), 1980 (Paul Volcker fait grimper les taux à 20% pour anéantir l'inflation... et assomme Wall-Street), 1987 (krach provoqué certes par une bulle boursière mais aussi et surtout par une politique monétaire divergente entre la Fed laxiste et la Bundesbank ultra-orthodoxe), 1994 (krach obligataire), 2001 (krach des dot.com), 2008 (krach de la bulle du crédit immobilier)... Que nous réserve 2015 ?

Probablement un condensé des quatre derniers krachs de 1987, 1994, 2001 et 2008 : bulle boursière (PER de 18 sur le S&P 500... hors effet rachats de titre, PER de 25 sur le Nasdaq 100) + bulle obligataire (taux devenus négatifs en Europe) + bulle immobilière (envolée des prix dans le haut de gamme et nouvelle vague de saisies aux Etats-Unis depuis six mois).

En ce qui concerne la bulle boursière, celle contre laquelle aucun gérant vedette de 15 ans d'expérience ne vous mettra en garde, son gonflement est le plus long, le plus régulier, le plus déconnecté de toute réalité économique depuis 50 ans.

▪ **Considérons la situation sous un autre angle**

Une bulle se constitue d'abord sur les valeurs vedettes qui font des bénéfices (Wall Street, Londres, Francfort), puis sur des titres susceptibles de voir leur

situation s'améliorer en cas "d'alignement des planètes" (bourse de Tokyo avec un yen dans les abysses et une banque centrale qui achète tout et à n'importe quel prix)... Viennent en dernier les entreprises qui sont en retard mais ne gagnent pas d'argent : c'est le cas des indices chinois avec une baisse de 10% des profits sur 12 mois tandis que les cours explosent de +150%.

Ne souriez pas, c'est arrivé un nombre incalculable de fois, y compris à Paris ces 50 dernières années : la mécanique est toujours la même, les prétextes identiques.

La conjoncture va bien finir par sourire même aux canards boiteux : les conditions de refinancement s'améliorent, il y a de la demande sur les hauts rendements donc le coût de l'endettement va être réduit... et enfin — *last but not least* —, les chances d'une OPA se renforcent car les entreprises bien portantes se doivent d'accroître leurs parts de marché et de diversifier leurs activités, quitte à restructurer sévèrement leurs cibles (c'est le jeu habituel du capitalisme).

On trouve des cours qui progressent de façon exponentielle alors que les bénéfiques stagnent ou reculent

Le scénario chinois est caricatural. On trouve des cours qui progressent de façon exponentielle alors que les bénéfiques stagnent ou reculent, des introductions en bourse par centaines qui

surexcitent les "petits spéculateurs" qui ont parfaitement assimilé le principe de l'entonnoir, des entreprises dont la situation financière est invérifiable (le plus bel exemple, c'est Alibaba, un conglomérat aussi opaque qu'inextricable et dont la marge est impossible à calculer)... Le tout sur fond de leviers spéculatifs ahurissants, dans une ambiance de casino clandestin surchauffé.

▪ **Le retour de l'argent idiot**

Oui, ce qui se passe en Chine engendre en très fort sentiment de déjà-vu... sauf que personne n'a jamais vu autant d'argent idiot (des dizaines de millions d'investisseurs novices, mus par une avidité aveugle et des réflexes stupides) déferler en bourse en aussi peu de temps... avec les encouragements d'un gouvernement communiste qui pense avoir trouvé le moyen de financer des entreprises en difficulté sans faire gonfler davantage l'encours de créances douteuses qui bat en Chine un record historique.

La bourse de Shanghai a subi un épisode correctif de -2% lundi mais le palier des 5 000 points a été préservé. Rien qui puisse alarmer les spéculateurs, donc.

Bien au contraire, cela pourrait être perçu comme une opportunité d'achat car le SSE devrait classiquement ressortir du corridor 5 000/5 150 par le haut.

Cela, c'est de la théorie chartiste, celle que n'importe quel Chinois découvrira en moins de trois minutes en allant surfer sur Baidu pour se familiariser avec les structures graphiques les plus récurrentes (canaux, biseaux, drapeaux).

▪ **Les pompiers de Wall Street à la manoeuvre**

A propos de canaux, Wall Street nous a proposé mardi soir un magnifique spécimen de "camisole algorithmique" : les trois principaux indices américains ont oscillé au sein de corridors de moins de 0,2% d'épaisseur au cours des cinq dernières heures de cotation, la volatilité au cours des 90 premières minutes ne dépassant pas 0,5% à 0,6% au grand maximum.

Cela sent à plein nez

l'intervention des pompiers de Wall Street à 48 heures de la conférence de presse de la Fed

Cela sent à plein nez l'intervention des pompiers de Wall Street à 48 heures de la conférence de presse de la Fed afin de prévenir toute contagion en provenance de l'Europe. Cela viendrait en effet

interférer avec un discours forcément accommodant de Janet Yellen, dont le souci constant reste de complaire aux marchés, peu importe que l'économie réelle n'en tire aucun bénéfice, peu importe la mise en danger du système financier tout entier.

Il suffit de relire les interventions de Janet Yellen au cours des six mois qui ont précédé le krach de Lehman. Sur toute cette période, elle n'a fait que vanter — tout comme Ben Bernanke — la solidité des banques américaines et le caractère d'épiphénomène de l'effondrement des dérivés de crédit immobilier (des turbulences affectant un domaine cantonné aux échanges entre "spécialistes").

Je ne vais pas vous infliger l'inventaire de tous les commentaires techniques ineptes sortis de sa bouche en 2008, il me suffit de rappeler qu'elle fut la présidente de la Réserve fédérale de San Francisco entre 2005 et 2009. Elle était de ce fait responsable de la supervision de l'activité bancaire de la Californie, de l'Arizona et du Nevada... des états dans lesquels 40% à 50% de la totalité des emplois créés entre 2005 et 2007 étaient liés à l'immobilier (oui, même en Californie, berceau de la high tech).

Trois états où l'emballement de la spéculation immobilière et les

malversations d'officines de crédit ont atteint le summum de tous les excès imaginables depuis un siècle... sans que Mme Yellen détecte jamais la moindre fraude ni la formation de la moindre bulle.

▪ **Incompréhensible et scandaleux**

Rien que d'évoquer ces faits me fait encore enrager rétrospectivement. Comment, après avoir à ce point manqué de bon sens et de compétence puis totalement failli à sa mission de contrôle de l'activité de crédit, oui, comment a-t-elle pu être désignée pour reprendre les rênes la Fed ?

Janet Yellen a quitté l'université pour entamer une carrière de 35 ans en tant que fonctionnaire à la Fed sans jamais avoir mis les pieds dans le privé

Ce sont les marchés qui ont imposé à la Maison Blanche le choix du profil le plus laxiste et le plus déconnecté de la réalité de terrain. Janet Yellen a quitté l'université pour entamer une carrière de 35 ans en tant que fonctionnaire à la Fed sans jamais avoir mis les pieds dans le privé. C'est ainsi qu'elle n'a à aucun moment pris conscience de l'absurdité de la valorisation des dot.com de 1998 à 2001 — et elle a il est vrai confessé ne pas s'en être alarmée, car après tout, c'était une situation entièrement nouvelle.

C'est vous dire si nous pouvons lui faire confiance en matière de "normalisation" de la politique monétaire... d'évaluation de la conséquence de l'annonce d'un assèchement — même purement théorique — des liquidités, ou d'une crise grecque, ou d'une désertion des capitaux des pays émergents, particulièrement vulnérables à la moindre tension des taux longs aux Etats-Unis.

Comme elle n'a jamais identifié la moindre bulle boursière en 35 ans passés à la Fed, ne vous attendez pas non plus à ce qu'elle s'alarme de ce qui passe Chine depuis un an — et surtout pas de la multiplication par trois d'actions cotées à Shenzhen ni des 150% de hausse de Shanghai.

Vous m'objecterez qu'il s'agit là d'une vile attaque *ad hominem*... mais avouez que son passif est éloquent.

Et dire que l'orientation des marchés au cours de l'été va dépendre de la teneur des réponses qu'elle va produire demain soir lors de sa conférence de presse... alors que son bagage théorique ne lui a jamais permis de formuler la moindre anticipation pertinente ni de prendre la moindre décision appropriée.

Sa seule stratégie consiste — invariablement — depuis des décennies à

"donner satisfaction aux marchés".

Elle ne saurait s'en remettre à une entité plus clairvoyante, plus altruiste et plus soucieuse de maintien de la cohésion sociale !

Une prédiction... et un retour en arrière

17 juin 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Sur le carrefour de Port-Royal se trouve la statue d'un soldat fringant. Epée à la main, il mène la charge — à pied. Confiant. Imposant. Audacieux. Sur le piédestal se trouvent toutes les batailles et campagnes auxquelles il a participé.

C'est une bonne chose que les siens aient fini par le mettre à mort, sans quoi il n'y aurait pas eu assez de place pour toute la liste. Neerwinden, Mayence, Neuwied, Winterthur, Hohenlinden — il a affronté l'ennemi une douzaine de fois au moins, a été blessé trois fois... et les guerres napoléoniennes n'avaient même pas encore commencé ! Douze ans et cent batailles plus tard, à Waterloo, cinq chevaux ont été tués sous lui.

Le Maréchal Ney — en voilà un soldat ! En voilà un héros !

Le marché boursier va flâner tout l'été... avec une tendance à la baisse Mais avant de continuer à parler de guerre, nous faisons une pause pour faire une petite prédiction financière (à ne pas prendre trop au sérieux) : le marché boursier va flâner tout l'été... avec une tendance à la baisse. Ensuite, quand les feuilles changeront de couleur et que l'odeur douceâtre de la mort flottera dans l'air, il s'effondrera.

Si et quand cela se produira, rappelez-vous que nous vous avons prévenu. Sinon, faites-nous la faveur d'oublier jusqu'au fait que nous en avons parlé.

Mais détournons-nous des dieux de l'argent et de la fraude ; tournons-nous vers Mars — le dieu de la guerre.

▪ **Pulsions guerrières**

La soif de combats organisés semble faire partie de notre ADN. D'où provient-elle ? Nous n'en savons rien. Mais il semble probable que les tribus de proto-humains devaient s'affronter — violemment à l'occasion. Ceux qui manquaient d'instinct ou de talent pour le combat étaient probablement éliminés par ceux qui en avaient. Nous arrivons donc au 21ème siècle programmés pour la guerre préhistorique ; prêts à lutter contre l'envahisseur.

Nous attendons de nos jeunes hommes qu'ils soient prêts à se battre — et capables de le faire ; celui qui évite le combat est considéré comme un lâche.

Les gens se font une idée fausse de la guerre

Mais les gens se font une idée fausse de la guerre. Ils pensent que la guerre est un instrument de politique étrangère ; qu'elle devrait être utilisée rationnellement — comme un outil — et conduite scientifiquement.

Cela revient toutefois à dire que le sexe est un instrument de procréation. En réalité, c'est une fin en soi — empreinte de sa propre majesté et de son propre mystère.

Depuis la Deuxième guerre mondiale, les guerres américaines ont été une honte. Au Vietnam, les Etats-Unis avaient promis de bombarder des paysans "jusqu'à les renvoyer à l'âge de Pierre". Finalement, ce sont les Vietnamiens qui leur ont botté les fesses. Par la suite, les va-t-en guerre ont ciblé des ennemis plus petits, sans défense. Granada, le Honduras, Panama — aucun n'était en position de résister. Sans ennemi digne de ce nom, le spectacle tout entier est honteux et embarrassant. Les héros sont bidon et la guerre n'est rien d'autre qu'une tentative de s'accaparer encore plus d'argent et de pouvoir par les élites qui la déclenchent.

Plus d'informations sur la guerre... Waterloo... et le Maréchal Ney... dès demain.

[Les marchés actions rentrent-ils dans une plus longue accalmie ?](#)

17 juin 2015 | [Eberhardt Unger](#) | [La Chronique Agora](#)

- Début mai, comme chaque année, le marché a discuté de la question de savoir si les actions connaîtraient en 2015 l'habituelle baisse entre mai et octobre. Un tel comportement n'est pas rare au début d'une phase qui sera sans performance remarquable comme le montrent les recherches à long terme. C'est ce qui semble se produire, maintenant, un mois plus tard. Le graphique montre l'évolution de l'indice composite et pondéré des 10 plus grands marchés mondiaux. Cet indice a atteint un plus haut historique.



C'est la politique monétaire ultra-expansive des banques centrales qui est le moteur du marché boursier

Depuis longtemps, c'est la politique monétaire ultra-expansive des banques centrales qui est le moteur du marché boursier, entretenant ainsi l'espoir d'un nouvel essor

économique. Toutefois, les nouvelles données sur le développement économique aux Etats-Unis (PIB du premier trimestre 2015 : -0,7%) nous ramènent à la réalité. Pour toutes les banques centrales, la Fed est l'exemple à suivre pour stimuler l'économie via les taux zéro et l'assouplissement quantitatif.

▪ **“Grexit” et croissance en baisse**

Cependant, on sait maintenant que tout ne se règle pas uniquement avec plus d'argent, comme le montre le cas du Japon. Pour la Zone euro se pose actuellement le problème d'un possible “Grexit”.

En plus de cela, tous les marchés boursiers affichent des valeurs élevées qui ne sont plus justifiées dans des économies en quasi-stagnation. Selon le consensus, pour les 12 prochains mois les PER en 2015 s'établiront pour le DAX à 14, pour le CAC 40 à 15, pour l'EuroStoxx 50 à 15, pour le Dow Jones à 16, pour le S&P 500 à 17, pour le Nikkei 225 à 19.

Des PER aussi élevés ne sont pas appropriés pour les petites économies comme l'Amérique du nord, l'Europe occidentale et le Japon. Même en Chine, le taux de croissance du PIB est passé de 10-11% à 7% et même plus bas, ce qui est un fardeau pour les économies axées sur les matières

premières comme le Brésil et l’Afrique du Sud.

Les marchés boursiers ont bénéficié jusqu’ici du manque de possibilités d’investissement alternatifs. Les marchés monétaires et obligataires n’offrent plus de rendement : une situation absurde ! Le surendettement de tous les grands pays et l’absence de volonté des politiciens à mener des réformes budgétaires peuvent déclencher, très rapidement, la prochaine crise sur les marchés financiers.

Le *cash* peut sembler être un refuge sûr, mais cela peut devenir un handicap vu [les nombreux plans visant à limiter l’utilisation des espèces](#) (Suède, Danemark, France). Certaines banques américaines interdisent à leurs clients de garder dans un coffre, du liquide et des métaux précieux sous forme de pièces ou lingots. Espérons que ce ne soit pas un exemple pour l’Europe.

▪ **Conclusion**

La liquidité reste un support des marchés actions, mais du point de vue fondamental un revers peut se produire si les sociétés publient des prévisions décevantes pour 2016 (baisse des bénéfices). Les marchés entrent dans une phase difficile et il faut s’attendre à une forte volatilité. Il faut accumuler les métaux précieux.

« Mon téléphone portable est en panne ! »

Charles Sannat 17 juin 2015



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Bon, je voulais vous faire une blague aujourd’hui et vous poser la devinette... « c’est quoi le comble de la crise aux USA ? ».

Que Colt fasse faillite... Oui Colt, les vendeurs et accessoirement les fabricants de flingues et autres armes. Pensez Colt, une institution, au pays des armes. Bon, Hollande avec la Manu de Tullès, il sait qu’en France le

business des armes pour les particuliers à fait long feu (sans mauvais jeu de mots, bien évidemment). Mais aux USA... il se tue tout de même 35 000 Américains chaque année à coup de colt (ou d'autre chose mais qui fait pan).

Le fabricant des pistolets Colt se déclare en faillite

« Colt, le fabricant des pistolets mondialement connus est en faillite : la société américaine s'est placée sous la protection du Chapitre 11 de la loi sur les faillites. »

« Le groupe Sciens Capital a proposé de racheter tous les actifs de Colt et d'assumer toutes ses dettes ainsi que les salaires des employés. Colt a fait défaut le mois dernier sur le remboursement de 250 millions de dollars d'obligations. »

Bon bref, Colt devrait être racheté mais en attendant, c'est une institution qui vient de sombrer et ce n'est évidemment jamais bon signe.

Mon téléphone portable est cassé...

Je voulais partager avec vous mon bond en arrière dans le passé, oui celui où j'étais jeune. Un monde sans téléphone portable et fait de cabines téléphoniques.

Mon téléphone portable ne fonctionne plus. En fait, il fait encore presque tout comme lire les mails, envoyer des SMS mais... la fonction téléphone ne marche plus.

Et vous savez quoi, cela fait 3 semaines que ça dure.

Et vous savez quoi ? En fait, un portable ne sert à rien.

« Chérie... Tu ramènes du pain ? »

Ou alors l'indispensable question clef... « T'es ou ? »... D'ailleurs, le premier réseau de portable aux Antilles s'appelait Téou... j'en rigole encore, à cette époque je vivais dans les îles...

Mon portable ne fonctionne plus, enfin, la fonction téléphone. Je téléphone donc à mon opérateur qui m'explique gentiment qu'il n'y a pas de problème et qu'en leur refilant 300 euros et 24 mois de réengagement, j'aurais un téléphone pouvant téléphoner... Pour moi, un téléphone c'est gratuit, c'est l'abonnement qui est payant... Mais que voulez-vous, Free est passé par là et

a chamboulé toutes les règles du jeu... Maintenant, on paye moins l'abonnement mais on paye plus le téléphone... Mais moi je ne veux pas acheter un téléphone, je trouve ça trop cher, en fonction de ce premier cours d'éco reçu de mon pépé sur ces histoires de sous qui doivent rentrer mais jamais sortir...

Et non, mon grand-père n'était pas radin, il était économe... Nuance.

Enfin bref, je n'ai plus de téléphone et chaque jour qui passe je suis en train de me déshabituer de cet outil. Mon téléphone fixe reprend du service...

Mais en cas d'urgence ?

Eh bien si c'est vraiment il y a une urgence, il faut appeler les pompiers ou la police... pas votre femme pour lui demander où elle est...

En fait, chaque jour qui passe sans téléphone me libère.

Et puis finalement, vous savez quoi ? Je n'ai plus à penser à mon téléphone. Où est mon téléphone, ai-je pris mon téléphone, mon téléphone est-il chargé, ha, non y'a plus batterie... Tout cela , finalement, est épuisant et on oublie à quel point nous consacrons du temps à des vétilles sans importance.

Nous pensons à notre téléphone. Nous le regardons toutes les 30 secondes, nous sommes tristes si personne ne nous appelle car cela nous rappelle que nous ne comptons pour personne... Notre téléphone devient un fil à la patte.

Il y a 14 ans, le 13 septembre 2001 très exactement, après deux nuits sans dormir de télé, j'ai décidé de la descendre à la cave. Depuis je vis, nous vivons sans télé. Et l'on vit beaucoup mieux sans télé qu'avec, et les enfants aussi.

Je ne pensais pas pouvoir me passer du téléphone comme je me suis passé de la télé... Finalement, je découvre que l'absence de téléphone c'est une immense respiration.

Et puis comme ça, la NSA et le gouvernement peuvent toujours m'écouter... Je ne téléphone plus.

Alors chaque nouveau jour sera un nouveau jour sans téléphone portable, on verra bien, et je ne manquerai pas de vous tenir informé de cette expérience inédite. Celle où on regarde les choses plutôt que de les photographier et de les voir à travers le petit écran du smartphone. Celle où l'on regarde ses

enfants plutôt que son mobile. Celle où l'on embrasse sa femme plutôt que de lui envoyer un SMS.

Vous pouvez aussi regarder ce court métrage sur notre jeunesse mais finalement cela nous concerne presque tous, tous les connectés qui n'ont jamais été aussi déconnectés de la réalité de la vie.

Démarrer/Arrêter



C'est le titre... D'ailleurs vous n'avez jamais trouvé étrange que l'on vous demande d'appuyer sur le bouton « Démarrer »... pour arrêter (Windows) ? C'est un peu comme descendre pour monter. Une absurdité que des milliards de personnes pratiquent chaque jour sans se poser de question.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

[Gaz pour la Chine : Pékin et Moscou pourraient se passer du dollar](#)

Voilà une bien mauvaise nouvelle pour le dollar dont la force repose uniquement sur l'idée de « pétro-dollar », à savoir que le dollar est indispensable à l'achat de pétrole. Or nous assistons à l'émergence du « petro-yuan » qui est de nature évidemment à bouleverser l'équilibre monétaire mondial.

Charles SANNAT

La Russie et la Chine pourraient utiliser leurs devises nationales pour régler les livraisons de gaz via l' »itinéraire occidental », le contrat d'achat/vente n'étant toutefois pas encore signé.

Le russe Gazprom et le chinois CNPC (China National Petroleum Corporation) pourraient régler les livraisons de gaz via l' »itinéraire occidental » en roubles et en yuans, a annoncé mardi la PDG de Gazprom export Elena Bourmistrova.

« Comme le contrat d'achat/vente n'est pas encore signé, la monnaie du financement n'est pas encore choisie. Quoi qu'il en soit, aussi bien Pékin que

Moscou sont en négociations avancées sur d'éventuels règlements en yuans et en roubles respectivement », a déclaré Mme Bourmistrova devant les journalistes.

Le 8 mai dernier, Gazprom et CNPC ont signé le contrat fixant les principales conditions des livraisons de gaz naturel russe en Chine via l' «itinéraire occidental ». Le document prévoit la livraison en Chine de 30 milliards de mètres cubes de gaz par an, provenant des gisements en Sibérie Occidentale. Ces livraisons devraient être effectuées grâce au gazoduc Altaï.

Lire la suite : <http://fr.sputniknews.com/economie/20150616/1016566877.html#ixzz3dF1bDZKb>

Moscou réduit ses placements dans les titres publics américains

Si la Russie se débarrasse de ses obligations du Trésor US, il n'en est pas de même pour la Chine qui reste à la première place devant le Japon et dont les montants détenus n'ont pas sensiblement ou notablement diminué.

En clair, pour le moment, la Chine conserve ses bons du Trésor US mais n'accroît plus son portefeuille.

La question est donc de savoir où passent les excédents chinois...

Charles SANNAT

Depuis avril 2014, la Russie a considérablement réduit ses placements dans les obligations du Trésor américain.

Au cours de la dernière année, la Russie a réduit de plus de 40 % ses placements dans les obligations du gouvernement américain, selon un rapport publié lundi par le département du Trésor des États-Unis.

En avril 2015 — date à laquelle cette information est disponible — la Russie détenait 66,5 milliards de dollars de titres publics américains, contre 116,4 milliards en avril 2014.

USA : baisse record des investissements russes dans la dette publique (Trésor)

La part des obligations du Trésor américain dans le portefeuille du gouvernement russe se réduit invariablement depuis août 2014. Pendant cette période, la Russie est passée de la 12e à la 22e position dans la liste des détenteurs de la dette souveraine des États-Unis. La première place dans cette

liste est toujours occupée par la Chine, qui détient 1 260 milliards de dollars de titres américains. Le Japon arrive en deuxième position avec 1 220 milliards de dollars.

Lire la suite : <http://fr.sputniknews.com/economie/20150616/1016569741.html#ixzz3dF1AMp7b>

INTROUVABLE COUP D'APRÈS

par François Leclerc, Blog de Paul Jorion ,17 juin 2015

« Les vraies négociations vont commencer maintenant », aurait déclaré hier Alexis Tsipras, faisant preuve de réalisme mais prêtant le flanc à l'accusation d'avoir calculé ce moment depuis longtemps en jouant la montre. Car l'exaspération est à son comble du côté des créanciers européens qui ne savent pas quoi faire devant le refus des Grecs de plier. Ce qui expose les premiers à la critique du FMI qui les enjoint d'alléger la dette du pays ou les somment d'adopter par défaut une ligne dure. Qu'ils ne s'imaginent pas, à Athènes, qu'ils peuvent attendre le sommet qui pourrait avoir lieu dimanche en sautant l'étape de la réunion de l'Eurogroupe de jeudi, entend-on aussi dire, craignant que cela se passe ainsi !

Jack Lew, le secrétaire d'État au Trésor américain, s'est hier joint au concert après avoir téléphoné à Alexis Tsipras, soulignant prudemment que « l'incapacité à trouver un accord créerait des difficultés immédiates pour la Grèce et une incertitude générale pour l'Europe et l'économie mondiale ». Le sort d'un pays et des centaines de milliards d'euros de prêts qui lui ont été concédés sont en jeu et l'on se chamaille à propos d'un petit milliard et demi de mesures qui manqueraient à l'appel ! A entendre le chœur des récriminations, les retraités grecs dont les pensions devraient être à nouveau réduites tiendraient le sort du monde entre leurs mains, c'est dérisoire ! A moins qu'il ne s'agisse d'autre chose...

Dans un éditorial des grandes occasions s'efforçant sans y parvenir à tenir un propos balancé, le Financial Times écrit ce matin qu'il est temps de « concéder dans l'honneur » ce qui permettra de conclure cette crise, avec comme argument massue que de miraculeuses *réformes structurelles* sortiront la Grèce de sa mauvaise passe. Le responsable grec des négociations, Euclide Tsakalotos, est sorti hier de son silence pour critiquer les créanciers qui préfèrent les mesures récessives à « un programme solide pour contrer

l'évasion fiscale, le pouvoir des élites et l'échec de l'administration grecque ». Ce qu'Alexis Tsipras avait formulé précédemment en expliquant aux députés grecs que « il nous est demandé d'accepter une solution qui non seulement ne résout pas le problème mais conduit à nouveau l'économie grecque dans la récession. »

Des rumeurs circulent, faisant état d'un plan qui étranglerait sans appel le gouvernement grec en tirant aux banques du pays de dessous leurs pieds le tapis des aides de liquidité d'urgence (ELA). Mais cela suppose que la BCE en prenne l'initiative, alors que Mario Draghi a déclaré lundi devant le Parlement européen, pour ne pas se mouiller, que « les décisions politiques doivent être prises par les politiciens élus et non par les banquiers centraux ». On saura aujourd'hui, toutefois, si le Conseil des gouverneurs va ou non décider d'accroître et de combien la décote sur la collatéral fourni par les banques grecques en contrepartie des liquidités d'urgence, ce qui accentuerait à l'extrême la pression exercée sur le gouvernement grec sans nécessairement tout précipiter.

Tous les impétrants ont désormais l'esprit ailleurs, essayant d'imaginer le coup d'après, ce qui interviendra si, comme le ministre français des finances Michel Sapin a mis en garde, il est mis « un pied en territoire inconnu ». Cela ne donne pas pour autant le mode d'emploi, car l'échappatoire qui consisterait à prolonger une nouvelle fois le *plan de sauvetage* qui se termine à la fin du mois suppose un passage devant certains parlements nationaux dont l'accord n'est pas gagné d'avance.

La décision de la Cour Européenne de Justice de considérer légal le programme d'achat de titres souverains sur le marché secondaire (OMT) décidé par la BCE en 2012 représente une défaite pour les opposants allemands. Ils dénoncent cet arrêt comme ouvrant la porte au financement des États européens par la BCE, en violation potentielle des Traités, avec comme conséquence d'assouplir de facto les « règles » budgétaires fondant leur politique. Voilà qui ne va pas améliorer le climat des discussions.

Grexit : de la panique monétaire aux colonels ?

Posté le 16 juin 2015 par Bruno Colmant

La crise grecque atteint un paroxysme auquel un accord temporaire mettra probablement fin. Ensuite, il s'agira de transformer la dette grecque en

emprunt perpétuel, dont la Grèce n'aura plus qu'à acquitter les intérêts, déjà extrêmement bas. Les formulations juridiques seront imaginées pour que ce reprofilage de la dette grecque ne soit pas assimilé à un défaut.

Plus tard, il n'est pas exclu que la Grèce sorte de la zone euro, sans sortir de l'Union Européenne. Ce sabotage monétaire devra être soigneusement préparé : on n'improvise pas une conversion monétaire. Il suffit de penser à l'opération Gutt, mise en œuvre en Belgique en octobre 1944, qui consista à un échange de billets destiné à réduire la masse monétaire. Cette opération fut imaginée en 1941 et mis trois ans à être préparée avant sa réalisation.

D'aucuns prophétisent aujourd'hui un "Grexit", qui constitue la contraction d'un "Greek Exit", comme si cette sortie de la zone monétaire pourrait s'assimiler à une dévaluation décidée lors d'un week-end. Il n'en est bien sûr rien. Un "Grexit" entraînerait un défaut étatique immédiat, puisqu'il est illusoire que la Grèce honore sa dette publique en euros. L'abandon de l'euro entraînerait une ruée instantanée sur les dépôts bancaires. Immédiatement, les autorités publiques fermeraient les banques avant d'imposer un contrôle des capitaux destiné à préparer le basculement vers une nouvelle monnaie, une "nouvelle" drachme, probablement non convertible

Dès l'introduction de cette dernière, le gouvernement grec imposerait que les grecs rapportent les euros retirés des comptes bancaires afin de les convertir en drachmes selon une parité dépréciée. L'euro ne pourrait donc plus avoir cours pour les transactions domestiques. Cela pousserait bien sûr de nombreux grecs à conserver leurs euros sous forme physique, selon la loi de Gresham qui instruit que la mauvaise monnaie chasse la bonne, c'est-à-dire que la monnaie forte (l'euro) est thésaurisée tandis que la monnaie dépréciée (la nouvelle drachme) est utilisée pour les transactions courantes. Cela entraînera l'émergence d'un marché noir des devises, comme l'Argentine ou la Russie l'ont expérimenté. Des contrôles aux frontières seront évidemment déployés.

Les possibilités de refinancement auprès de la BCE s'effondreraient, en même temps que son accès au marché des capitaux. Dès lors, le gouvernement solliciterait la Banque Centrale grecque afin d'alimenter la masse monétaire en nouvelles drachmes qui se déprécieraient au rythme de leur impression, exactement comme l'Argentine l'expérimente actuellement. Le taux d'inflation grimperait autour de 20 %, tandis que le prix des

importations atteindrait des niveaux prohibitifs. Il s'en serait de même pour les taux d'intérêt qui grimperaient au même rythme de l'inflation, ruinant une seconde fois les épargnants tout en rendant l'investissement impossible.

Politiquement, la Grèce réalisera que son choix politique a mené à l'impensable, c'est-à-dire la ruine. Car, ne nous leurrions pas, il y a une différence entre un choix démocratique légitime et la déliquescence de l'ordre monétaire. De nouvelles élections ne seront pas organisées afin de ne pas multiplier le chaos financier par un désordre politique. C'est à ce moment qu'une expression autoritaire se manifesterà. Le gouvernement Syriza sera peut-être obligé de quitter le pouvoir afin de rétablir l'ordre social. La Grèce deviendrait ingouvernable. L'armée pourrait prendre le pouvoir. Est-ce impensable ? Aucunement. Les pays qui traversent des tempêtes monétaires s'échouent toujours dans des géométries moins démocratiques. On en arriverait alors au curieux aboutissement qu'une orientation démocratique (Syriza) se brise sous une tutelle monétaire insupportable (l'euro) afin de devoir renoncer à la démocratie qu'elle a elle-même inventée sous Périclès. L'euro aurait alors démontré sa tutelle, voir son totalitarisme.

Au-delà des rides de l'actualité, la véritable question posée par le nouveau gouvernement grec est celui de l'opposition entre une expression démocratique domestique et la souveraineté monétaire supranationale. Si la démocratie s'arrête aux frontières, la monnaie unique fut conçue comme l'outil d'une zone de libre-échange d'envergure continentale. Le problème, c'est que l'Europe ne s'est dotée d'aucune structure financière et fiscale destinée à assurer la cohésion de la gestion monétaire. Nous assistons donc à une confrontation entre les États-Nations, hérités du 19^{ème} siècle avec une monnaie dont la création a coïncidé avec la pénétration dans le 21^{ème} siècle.

Un infranchissable fossé s'est creusé entre les pays du Nord, économiquement homogènes, et les pays du Sud, géographiquement dispersés et auxquels on a imposé des plans de rigueur d'autant plus insupportables que ces pays présentent une faiblesse économique préalable. L'euro est d'ailleurs devenu une monnaie trop forte et donc inadaptée pour des pays qui ajustaient leurs économies au travers de dévaluations répétitives.

On le comprend aujourd'hui : si un pays s'écarte du rang, les conséquences sont imprévisibles, tant en termes de gravité socio-économique que de politique monétaire. Syriza constitue une fissure pour la zone euro, qui est

bâtie sur l'homogénéité et l'alignement des politiques monétaires et budgétaires. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il y a une politique monétaire monolithique de la BCE et que les États-membres de la zone euro ont choisi d'aligner leurs finances publiques sur un Pacte de stabilité, qui exige un uniforme retour à l'équilibre budgétaire et un désendettement public.

Syriza rappelle non seulement la prédominance du choix démocratique mais aussi l'hypothèse implicite de l'euro d'une orientation politique homogène pour ses États-membres. La question est donc de savoir comment concilier l'appartenance à l'euro et une orientation divergente de celle de la majorité de ses États-membres. Cette question de démocratie est importante et devrait interpeller le fonctionnement des institutions européennes, déjà balayées par une vague d'euroscepticisme lors des dernières élections européennes.

La situation grecque engage donc une question bien plus large qu'un simple rééchelonnement de dettes publiques. Il s'agit de l'expression de la démocratie et de la représentativité de cette dernière au niveau européen. En février 2015, après les élections grecques, Jean-Claude Juncker, président de la Commission, avait commis une affirmation qui sonnait comme un avertissement : « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens ». Le propos avait le mérite d'être clair, à tout le moins au niveau de ce que le Président de la Commission représente. Les pays de la zone euro avaient déjà perdu leur souveraineté monétaire, leur souveraineté fiscale (au travers de la signature du Pacte de stabilité et de Croissance), mais voici que c'est l'orientation démocratique qui devrait désormais faire l'objet d'un abandon d'expression.

Nier la pertinence de la représentation démocratique opposée à l'ordre Berlinois relève d'une méconnaissance inquiétante de l'histoire des peuples et des monnaies. Car, derrière ces questionnements, c'est probablement la survie de l'euro qui est en jeu. Croire que des symboles régaliens, comme les dettes publiques et la monnaie, disciplinent une économie réelle est une réfutation des réalités socio-économiques. De Gaulle avait coutume de dire que les peuples, comme les oliviers, durent mille ans. Je ne connais pas de monnaie ou de dette publique qui a démontré cette pérennité.

Les experts du 16 mai 2015 – Grèce, taux et Code du travail

juin 17, 2015/Vidéos des économistes /par Oliver Berruyer

Olivier Berruyer était présent sur le plateau de Nicolas Doze ce mardi 16 mai en présence de Jean-Marc Daniel, directeur de la revue Sociétal, et Alain Madelin, président du fond Latour-Capital.

Grèce

Pour Olivier Berruyer, « **on ne peut pas savoir ce qu'il va se passer** » concernant les négociations entre la Grèce et ses créanciers. Toutefois, l'avis de notre Econoclaste est simple : « **les grecs ne céderont pas.** » Nous nous retrouvons aujourd'hui face à un remix de la roulette russe, « **c'est la roulette grecque, vous mettez trois-quatre balles dans le barillet en plus pour que ce soit plus drôle.** »



Intervention d'Olivier Berruyer sur « la roulette grecque »

Partie 1 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-berruyer-c-est-la-roulette-grecque-1606-558593.html>

Partie 2 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-berruyer-comment-la-grece-peut-elle-survivre-avec-la-monnaie-de-l-allemande-1606-558548.html>

Partie 3 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-berruyer-la-bce-est-suicide-1606-558588.html>

Partie 4 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/nicolas-doze-les-experts-12-1606-558523.html>

Partie 5 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/nicolas-doze-les-experts-22-1606-558594.html>

Jean-Marc Daniel s'accorde avec Oliver Berruyer sur le cas d'une « **incertitude la plus complète.** » Il va même plus loin en désignant Tsipras comme l'élément d'incertitude majeur au vu de ses changements de décisions réguliers, jusqu'à se demander « **s'il ne cherche pas la démission.** »

De plus, devant cette situation qui pourrait, « **une lassitude générale est en train de s'installer** » et il faudrait selon lui qu'il y ait enfin quelqu'un qui tape du poing sur la table.

Pour Alain Madelin la situation a dégénéré en crise politique là où « **un mécanisme simple aurait résolu le problème depuis longtemps.** »

« **L'indépendance monétaire ce serait une bonne chose, et pour la Grèce, et pour la Zone Euro. Le problème c'est qu'on n'a pas mis en place de mécanismes de sortie, on ne sait pas comment ça peut se faire** » Alain Madelin

La « **grosse faiblesse** » du système est donc cette absence de plan de sortie pour le président du fond Latour-Capital.

A la question faut-il un référendum du peuple grec pour savoir s'il souhaite rester dans la Zone Euro, Olivier Berruyer répond que c'est inutile. Un pays endetté à 180% de son PIB ne peut pas s'en sortir quand son économie est différente de celle de l'Allemagne mais qu'il utilise « **la monnaie de l'Allemagne.** »

De plus, les journaux allemands se mettent à titrer que la Grèce à ne pas céder pourrait mettre en péril l'ordre européen. Ainsi les pressions sur les politiques allemands pour ne pas céder augmentent, rendant tout espoir de négociation sur un accord de plus en plus réduits.

Pour en revenir à la question initiale, Jean-Mars Daniel considère pour sa part que le « **peuple grec interpréterait la sortie de la Zone Euro comme le retour de l'inflation** » et donc un appauvrissement via l'inflation. Mais au vu de ce que lui demande ses créanciers « **on est en train de le mettre dans une impasse.** » Ajoutons à cela que le rôle du FMI est questionné dans cette affaire car c'est un problème européen pour certains et même « **qui [n'est] pas de sa compétence** » puisqu'il s'agit d'un problème de solvabilité.

Les taux

« **On est dans une incertitude la plus absolue. Vous ne savez même pas si vous avez une monnaie encore dans 15 jours** »
Olivier Berruyer

Il ne faut pas simplifier le problème selon notre Econoclaste puisque, même si en fermant le robinet la BCE peut globalement sortir la Grèce de l'euro, la Grèce pourra toujours dire qu'elle ne rembourse pas sa dette à savoir « **les 80 milliards de l'ELA, les 30 milliards que [la Grèce doit] en bons à la BCE, plus les 80 milliards de Target-2 qu'[elle doit] aux Banques Centrales [...]** **La BCE aura juste un trou de 200 milliards dans son bilan.** »

Toujours selon Olivier Berruyer, il serait possible que les taux augmentent de 100 à 200 points de base au mois de juillet, ce qui est une grande source d'inquiétude.

Pour Alain Madelin « **nous sommes dans un monde en déflation** » dans lequel un autre phénomène apparaît qui est « **un *deleveraging* complètement massif au niveau mondial [...]** **qui est une autre pression à la déflation** » (un *deleveraging* étant l'inverse d'un effet de levier, donc une réduction de ce dernier ou du pourcentage de dette d'une entité économique). Les taux négatifs dans lesquels nous sommes arrivés « **c'est une situation de mort** » car « **dire que la valeur du temps c'est zéro et dire que la valeur du risque c'est zéro** » est tout bonnement impossible.

Un phénomène de compensation a donc eu lieu lorsque les taux sont arrivés à -0.2% les faisant remonter de manière impressionnante car les multiplicatifs étaient forts. Néanmoins, les taux restent tout de même extrêmement bas. A cela Alain Madelin rajoute que « **33 ou 34 banques centrales ont baissé leurs taux depuis le début de l'année.** »

« **Que vous aillez un piège à la japonaise pour l'Europe [...]** **ça c'est le vrai risque aujourd'hui.** » Alain Madelin

Jean-Marc Daniel lui relativise aussi cette remontée des taux puisqu'on « **est encore sous les taux d'il y a un an** » et qu'il existe une « **très forte volatilité** » sur les marchés des taux.

Enfin, selon la règle « **taux d'intérêt = taux de croissance** », la question qui se pose est : puisqu'on est dans une situation de croissance très faible, est-ce qu'on va garder la planche à billets en marche encore longtemps ? « **C'est inenvisageable** » pour Jean-Marc Daniel.

Olivier Berruyer corrige cependant cette vision « **taux d'intérêt = taux de croissance** » en une seule question rhétorique : « **Combien vous prêtez à l'Italie à 10 ans ? Ce ne sera pas au taux de croissance.** » En effet « **il y a**

des économie qui sont plombées » par le fait que les taux d'intérêt sont plus élevés que le taux de croissance comme le mentionne Jean-Marc Daniel et c'est le cas de l'Italie. C'est vers ces économies qu'il faudrait regarder afin de chercher des solutions pour ces dernières.

"L'Algérie subit les effets d'une guerre des prix du pétrole"

Entretien réalisé par Rosa Moussaoui Lundi, 15 Juin, 2015 Humanite.fr

Expert formé à l'Institut français du pétrole, Mourad Preure analyse les turbulences que traverse le marché des hydrocarbures et les conséquences de la chute des cours de l'or noir sur l'économie algérienne.

Alger, envoyée spéciale



Le gouvernement algérien a demandé à la Sonatrach (groupe public pétrolier) de cesser de s'occuper d'autre chose que de pétrole.

Photo : AFP

Comment expliquez-vous la chute brutale, de l'ordre de 50%, des cours du pétrole au second semestre 2014, chute qui fait peser des risques sur l'économie algérienne, ultra-dépendante des hydrocarbures ?

Mourad Preure. Cette baisse des prix du pétrole est due à plusieurs causes. D'abord, un excédent d'offre essentiellement lié à la montée en puissance des huiles de schistes américaines. Il y a 1,3 millions de barils par jour de trop sur le marché, alors que la demande, qui était de 92,3 millions de barils par jour en 2014, devrait atteindre 93,6 millions en 2015. Il y a aussi 3 millions de barils par jour de capacités inutilisées au niveau de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Enfin, les stocks sont à leur maximum. La deuxième raison tient à la contraction de la demande. Celle des pays de l'OCDE était déjà stagnante. Mais, surtout, la demande des pays émergents, Chine en tête, a perdu de sa vigueur. Tout ceci dans un contexte de crise économique, au moment où le modèle d'intégration européenne, chimérique, atteint ses limites. Dans ces conditions, les prix ont dévissé. Les prix du pétrole sont portés par des tendances. La tendance de long terme est haussière, avec l'épuisement des réserves. Nous sommes déjà entrés dans le pic oil et celui-ci prend la forme d'un plateau ondulé, du fait du progrès technique. Le pétrole de demain sera plus technologique, plus difficile à découvrir et à produire. Aujourd'hui, on découvre un baril lorsqu'on en produit six. Le déclin des gisements s'accélère. Le marché intègre ces tendances, il est orienté à la hausse à moyen terme. Sur le long terme, le niveau de 100 dollars par baril sera structurel. A l'horizon 2030, la demande mondiale atteindra les 110 millions de barils par jour. Pour y répondre, il faudrait découvrir deux Arabie Saoudite... Les transports représentent autour 80 % de la demande pétrolière. Or aujourd'hui, 27 Chinois sur 1000 et 11 Indiens sur 1000 sont propriétaires d'une automobile, contre 721 Américains sur 1000 et 500 Européens sur 1000.

Les prix sont donc objectivement orientés à la hausse sur le long terme. Mais cette tendance est contrariée par des signaux de court terme, liés à la conjoncture économique ou à des facteurs géopolitiques, que la spéculation vient amplifier, qu'ils soient haussiers ou baissiers.

L'Arabie saoudite est engagée dans une guerre pour la baisse de ces prix du pétrole. Pourquoi ?

Mourad Preure. L'Arabie Saoudite n'a pas provoqué cette baisse, elle l'a suivie. Avec l'érosion de ses parts de marché, l'OPEP s'est retrouvée dans une position inconfortable. Baisser sa production pour défendre les prix aurait eu pour conséquence de laisser toujours plus de terrain à la

concurrence des huiles de schiste. L'Arabie Saoudite s'est alors engagée dans une guerre des prix. Dans le but de nuire à la rentabilité de ces huiles de schiste, sachant que leur coût de production se situe autour de 60 à 70 dollars le baril. Depuis mars, on constate un timide retournement du marché : de nombreux puits ne sont plus rentables. En avril 2014, on dénombrait 1800 puits en activité aux Etats Unis, en avril 2015 ils n'étaient plus que 800. Cependant, le progrès technique a offert un sursis à une partie de la production. Il y a un effet d'inertie. Déjà soutenus par l'Etat, puisque le développement des hydrocarbures non conventionnels a tiré la croissance américaine, les producteurs américains d'huile de schiste se sont couverts par des assurances. Depuis décembre 2014, ces assurances ne les couvrent plus. Aujourd'hui les projections du département américain de l'Energie restent pessimistes, avec des scénarios faisant plonger encore la production.

La stratégie de Riyad vise-t-elle seulement son allié américain ? N'a-t-elle pas aussi pour cible la Russie et l'Iran, avec des dégâts collatéraux en Algérie et au Vénézuéla ?

Mourad Preure. Que la Russie et l'Iran soient affectés par cette chute des prix du pétrole n'est évidemment pas pour déplaire à l'Arabie Saoudite. Mais la question est beaucoup plus complexe et délicate. Avec 12 millions de barils par jour, les Etats-Unis sont devenus en 2014 le premier producteur mondial de pétrole. S'ils ne sont pas complètement indépendants, ils le sont, au moins, vis-à-vis du Moyen-Orient. La révolution des pétroles de schiste américains est certainement l'évènement le plus important dans l'industrie pétrolière depuis la rencontre entre Ibn Saoud et Franklin D. Roosevelt sur le croiseur *Quincy* en 1945 en Mer Rouge. A cette date, les Etats-Unis ont opté pour le contrôle des zones de production comme principal axe de leur stratégie pétrolière. Toute la géopolitique des hydrocarbures a été marquée par ce choix. Désormais les Américains sont indépendants de l'Arabie Saoudite. Ils n'oublient pas que sur les 19 kamikazes du World Trade Center, 11 étaient Saoudiens. Il est impensable que les services secrets de Riyad aient pu ignorer ce projet d'attentat. Aujourd'hui, l'Arabie Saoudite est précarisée sur le plan géopolitique. Son islamisme militant, son prosélytisme guerrier la mettent dans la position du serpent qui se mord la queue. Alors même que les Etats-Unis sont disposés à un deal avec l'Iran, qui a les moyens et l'ambition d'une puissance régionale. Les stratèges américains ont compris qu'en faisant tomber Saddam Hussein, ils ont ouvert un boulevard à l'Iran qui cherchait à

s'ouvrir des voies vers la Méditerranée orientale. Téhéran, avec le contrôle le détroit d'Ormuz et le soutien des rebelles houthis au Yémen, étend désormais ses ambitions tentaculaires jusqu'au détroit de Bab el Mandeb, à l'entrée de la Mer Rouge. L'Iran, devenu incontournable, impose un deal aux Etats-Unis. Lesquels sont d'autant plus disposés à traiter avec Téhéran qu'ils ne sont plus dépendants de Ryiad.

Quels seront les effets de cette guerre des prix, à court et moyen terme ?

Mourad Preure. Au premier semestre 2015, les prix du baril fluctuent autour d'un pivot de 60 dollars le baril. Ils atteindront peut-être 70 ou 80 dollars au second semestre, avec le fléchissement de la production américaine, même si l'on ne peut pas exclure une correction brutale en cas de déstockage. En 2016, ce sera plus compliqué. Plusieurs scénarios se dessinent. Le mouvement de fusions-acquisitions dans le domaine des hydrocarbures non conventionnels va encourager la montée en puissance d'acteurs aux reins solides, capables de s'adapter aux prix bas. A moyen et long terme, la guerre des prix, à mon avis, est vaine. Autre facteur, si l'Iran et les Etats-Unis aboutissent fin juin à un accord permettant la levée de l'embargo, même graduelle, la donne changera. L'Iran avait une capacité de production de 4 millions de barils par jour avant la crise. Elle est aujourd'hui de 2,8 millions. Téhéran affirme être en capacité de mettre sur le marché 1 à 1,2 millions de barils par jour du jour au lendemain, même s'il n'est pas certain que l'appareil productif iranien soit en état de suivre. Si l'on ajoute à cela un éventuel règlement de la crise libyenne, avec l'arrivée de 1 à 1,5 millions de barils par jour, et une montée de la production irakienne, avec une stabilisation relative, on pourrait avoir 4 à 5 millions de barils par jour en trop, alors que la demande n'augmentera que de 1,1 millions de barils, avec, déjà, 1,3 millions de barils en trop. C'est le scénario dur, avec un effondrement du marché.

Les pétroles de schistes ont entraîné la croissance américaine, qui reste le moteur de l'économie mondiale. Avant la crise de 2008, la croissance mondiale était de 5% en moyenne. Aujourd'hui, on rêve de 3,7%, selon les projections du FMI. Or, les producteurs d'hydrocarbures non conventionnels s'étant couverts sur les marchés financiers, il existe aujourd'hui un risque lié à la titrisation, comme pour les subprimes. Ces couvertures ont été disséminées. Au total, 5000 milliards de dollars ont été investis dans les

schistes. En cas de crise dans ce secteur, il y aura une brutale décélération de l'économie américaine, avec un risque de collapsus. Très incertaine, l'année 2016 risque d'être très turbulente. En 2017 et 2018, je pense que l'industrie pétrolière mondiale commencera à ressentir violemment les effets du désinvestissement. Déjà, depuis 2014, 100 milliards d'investissements ont disparu des écrans radars. Aux Etats-Unis, la baisse est de 41%. Cela touche les schistes, les gisements matures de la zone OCDE, la Mer du Nord, le deep et l'ultra-deep, les sables asphaltiques de l'Alberta, les huiles lourdes, etc. Ce désinvestissement va faire sentir ses conséquences.

Comment l'Algérie appréhende-t-elle cette zone de turbulences ?

Mourad Preure. L'Algérie surréagit à la crise, avec un effet de panique. Comme une grand-mère agrippée à son bas de laine, terrifiée à l'idée de perdre sa rente. Mais la crise frappe tout le monde, pas seulement l'Algérie ! Le gouvernement semble prendre conscience de la situation, il a demandé à la Sonatrach de cesser de s'occuper d'autre chose que de pétrole. La compagnie pétrolière nationale s'est lancée ces dernières années dans une diversification débridée : cimenteries, dessalement d'eau de mer, etc. D'un autre côté, on peut se réjouir du retour à un discours de patriotisme économique. L'Algérie doit cesser de se prendre pour l'Arabie Saoudite. On importe tout et n'importe quoi. Mais même en cas de retour à une certaine rationalité, les effets tarderont à se faire ressentir.

En matière d'énergie, l'Algérie oublie, enfin, que sa première richesse reste le soleil. Il faudrait enclencher une dynamique de développement industriel, scientifique et technologique autour de cette énergie renouvelable.

Comment voyez-vous l'opposition, très forte, des populations du sud algérien contre l'exploitation des gaz de schiste ?

Mourad Preure. C'est un écran de fumée. Nous sommes crédités de ressources. La première des choses à faire est d'en évaluer la réalité. C'est ce que Sonatrach était en train de faire. Il n'est pas question, pour l'instant, de produire, mais simplement de prospecter, avec des études de surface. On ne parle d'exploration qu'au moment où l'on plante un appareil de forage. Pour voir arriver des gaz et des pétroles de schiste algériens sur le marché, il faut 20 ans. D'ici là, le progrès technique aura permis la mise au point d'autres méthodes que la fracturation hydraulique. Les réserves s'épuisent, le mode de consommation occidental, très énergétivore, n'est pas généralisable à la

planète, ni soutenable sur le plan environnemental. Il faudra trouver des solutions. Dans la transition énergétique, le gaz jouera nécessairement un rôle, c'est la source d'énergie qui connaîtra la plus forte croissance. Malheureusement, ce mouvement des populations du sud a une trame sérieuse. Le Sud-Est le grand oublié de l'Algérie. On parle même de sud « deshérité », alors que ces régions concentrent les ressources en hydrocarbures. Il faut complètement revoir notre approche du développement des territoires.

Craignez-vous la réédition du scénario de 1988, quand la brutale chute des prix du pétrole, en 1986, avait précipité l'explosion sociale ?

Mourad Preure. La mauvaise nouvelle, c'est que l'Etat est beaucoup plus fragile aujourd'hui qu'à l'époque : il a subi la tornade intégriste, terroriste et souffre d'un déficit de cadres et d'expertises. C'est une source d'inquiétude. Ce que l'Algérie des années 90 a fait, aucun pays au monde ne l'a fait. Nous avons fait face seul. Tout un peuple a résisté à l'intégrisme, nous avons préservé la République. Le pays en porte encore les stigmates. Aujourd'hui, l'Algérie est dans une position défensive. Les responsables tentent de se rassurer en calculant que nous avons devant nous trois ans de réserves de change. L'horizon du pays ne peut pas résumer le pays à cela ! C'est un pays plein de potentiel, qui tourne le dos à ses richesses humaines, à ses intelligences. Ce pays plein d'atouts doit cesser de marcher à côté de son destin !

DANGER: La Goldman Sachs va prêter de l'argent à « Monsieur tout-le-monde »

16 juin, 2015

Posté par Benji

La Goldman Sachs, la banque la plus mafieuse et dangereuse de la planète a décidé de ne plus se contenter que des grosses fortunes, elle a décidé d'ouvrir ses portes aux pauvres également, et cela ne présage rien de bon, vraiment rien de bon!!!



Considérée comme la banque des puissants, la prestigieuse firme américaine Goldman Sachs envisage de prêter, sur [internet](#), de l'argent à monsieur Tout-le-Monde et aux petites entreprises, selon un document interne consulté lundi par l'AFP.

Le ticket d'entrée chez Goldman Sachs est actuellement à ce jour d'un million de dollars au moins.

Mais l'établissement de [Wall Street](#) travaille sur le lancement d'une unité spécialisée qui consentira des prêts aux Américains ordinaires, selon ce document. Ces services bancaires seront proposés sur internet.

Goldman Sachs entend octroyer ses premiers prêts l'an prochain, selon des sources proches du dossier.

La vénérable banque réfléchit à prêter des sommes comprises entre 15.000 et 20.000 dollars, via un site internet et une application mobile, selon ces mêmes sources. Les emprunteurs pourraient ainsi disposer d'une carte de [crédit](#) prépayée à l'image d'American Express.

Goldman Sachs n'a pas encore décidé si ces cartes porteront son nom ou si elles seront baptisées sous une autre marque.

En outre, la banque, dont l'image a souffert de la crise financière, ne devrait pas, comme les plateformes de prêts entre particuliers, exiger de garanties, selon ces sources.

« Les services bancaires numériques aux consommateurs et aux petites entreprises sont une opportunité » pour toucher une nouvelle clientèle avec de bons rendements, font valoir le PDG

Llyod Blankfein et son numéro deux Gary Cohn dans le document.

L'unité devrait fonctionner comme une banque en ligne et n'aura pas de réseau d'agences, contrairement aux rivales JPMorgan Chase, Citigroup ou encore Bank of America.

Ce positionnement numérique a le mérite de dispenser Goldman Sachs des coûts de fonctionnement rattachés à la gestion de succursales et à des procédures de contrôles exigées par la réglementation.

Il lui donne en outre un avantage concurrentiel puisque la banque pourra proposer des taux d'intérêt attractifs tout en engrangeant des bénéfices.

Pour pousser ses pions, la banque a recruté un professionnel chevronné en la personne de Harit Talwar, un ancien haut responsable du groupe financier Discover Financial Services (DFS) et de Citigroup.

Article complet sur [Le Parisien](#)

[La Banque de Grèce avertit du risque de sortie du pays de l'euro et de l'UE](#)

BusinessBourse et Boursorama Le 17 juin 2015



La Banque de Grèce a mis en garde **mercredi** contre un échec des discussions entre Athènes et ses créanciers sur la poursuite du financement du pays, qui conduirait selon elle à un défaut de paiement, une sortie de la zone euro et, “probablement”, de l'Union européenne.

“L'incapacité à parvenir à un accord marquerait le début d'un chemin

douloureux qui mènerait d'abord à un défaut de paiement de la Grèce puis, au bout du compte, à la sortie du pays de la zone euro et, très probablement, de l'Union européenne", écrit la Banque centrale grecque dans son rapport annuel sur l'économie du pays rendu public mercredi.

Dans une intervention au ton très politique pour cette institution monétaire, la Banque de Grèce juge que la conclusion d'un accord entre la Grèce et ses créanciers est un "impératif historique" et estime que "peu de chemin reste à parcourir" vers un compromis.

Elle appelle les deux parties à faire preuve de souplesse. La banque invite le gouvernement grec à reconnaître que l'abaissement des objectifs d'excédent primaire accepté par l'UE et le FMI lui donne "le temps nécessaire pour son ajustement budgétaire et quelques degrés de liberté supplémentaire dans la conduite de la politique budgétaire" et les créanciers à "réaffirmer et formuler en des termes plus précis leur volonté" d'octroyer à la Grèce un allègement de sa dette publique "comme initialement prévu" en 2012.

La Banque de Grèce est dirigé par Yannis Stournaras, l'ancien ministre des Finances du gouvernement de coalition droite-socialiste d'Antonis Samaras, battu au législatives de janvier par la gauche radicale Syriza.

Sans accord entre les deux parties, "une crise de la dette gérable", comme celle que traverse la Grèce depuis 2009, deviendrait "une crise incontrôlable, avec des risques importants pour le système bancaire et la stabilité financière".

La banque centrale dresse un sombre tableau d'une Grèce hors de la zone euro: "inflation galopante", "profonde récession", "baisse spectaculaire des niveaux de revenu, augmentation exponentielle du chômage, effondrement de tout ce que l'économie grecque a atteint depuis son adhésion à l'UE (...) la Grèce se verrait relégué au rang d'un pays pauvre de l'Europe du Sud".

Sur les perspectives immédiates de l'économie grecque, il est impossible à l'heure actuelle de faire "des projections sûres", selon le rapport dont l'un des objets est notamment d'établir ces prévisions.

Même en cas d'accord avec les créanciers, l'économie grecque qui a de nouveau plongé en récession avec deux trimestres de PIB négatif fin 2014 et début 2015, ne devrait pas connaître mieux qu'une ligne de croissance plate ou légèrement positive en 2015, estime le rapport.

“L’impact le plus grave et directe de l’incertitude qui règne ces derniers mois a sans doute été la perte de confiance”, souligne le document.

La croissance grecque, selon la Commission européenne, devrait s’élever à seulement 0,5% cette année, en net recul par rapport aux prévisions initiales, qui tablaient sur un PIB en hausse de 2,5%. Ces prévisions ont été faites en retenant l’hypothèse d’une issue heureuse des négociations et d’un accord d’ici à juin avec les créanciers.

L’économie grecque avait renoué avec la croissance en 2014 après la plus longue dépression de son histoire qui a vu son PIB fondre de 25% depuis fin 2008.

Depuis plusieurs semaines, les autorités d’Athènes ne parviennent pas à s’entendre avec leurs créanciers (FMI, Union européenne, Banque centrale européenne) sur un train de réformes économiques qui permettrait le déblocage d’une nouvelle tranche de prêts vitale pour le pays.

Sans le feu vert des créanciers, la Grèce pourrait être dans l’incapacité des rembourser les quelque 1,5 milliard d’euros qu’elle doit au FMI d’ici à la fin juin.

Source: [boursorama](#)